

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1662

11 juillet 2013

SOMMAIRE

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	79737	NBIM Antoine CHF S.à r.l.	79736
Alpcot Active	79738	NBIM Clement S.à r.l.	79736
Alphatrade S.A.	79736	Poes	79768
AM Investment S.C.A. SICAV-FIS	79737	Quicksilver Capital	79759
Ankar Capital Holdings Luxembourg S.à r.l.	79741	RTL Group Central and Eastern Europe S.A.	79733
Apache Luxembourg Holdings I	79776	Sarasino Soparfi S.A.	79733
Axa World Funds	79741	Seitert Immobilière SA	79734
Barclays Capital Luxembourg S.à r.l.	79735	Sequoia S.à r.l.	79733
Bleu Marine Communication	79741	Serviced Platform SICAV	79734
Brasserie des poulets s.à r.l.	79738	Shiatsu-Ki S.à r.l.	79734
Business Real Estate S.A.	79776	SHIP Luxco Holding & Cy S.C.A.	79734
CaraTime S.à r.l.	79736	Sinbelux S.A.	79739
carloscorreiararchitecte s.a.	79738	SKB Capital S.A.	79735
Cencan S.A.	79741	Skype Global S.à r.l.	79757
Cencan S.A.	79741	Société Nouvelle de Participations S.A.	79732
Ciras C.V., Luxembourg branch	79734	Socilux S.A.	79739
Credit Suisse Diversified Investco (Luxembourg) S.A.	79742	Socom Participation S.A.	79739
Credit Suisse Diversified Investco (Luxembourg) S.à r.l.	79742	Stardust S.A.	79731
Curlyns S.A.-SPF	79774	Sword Investments III S.à r.l.	79732
Do Ing S.à r.l.	79767	Sword Investments II S.à r.l.	79732
Elektra Finanzierung A.G.	79776	T.C.G. Gestion S.A.	79739
Finamore S.A.	79736	TF Holding S.A.	79740
FLUIDAP Luxembourg SA	79730	Tiago German Properties GmbH	79737
Gaillon GP S.à r.l.	79730	Tiercelet Real Estate S.à r.l.	79733
HX Company S.A. - SPF	79773	Top Crèches s.à r.l.	79732
I.D. 20 Finance S.A.	79730	Toulouse Luxco	79735
Lusignan S.A.	79769	Toulouse Luxco	79735
Melchior Specialised Funds	79730	Unigra International S.A.	79739
Miriam S.A.	79730	Wallis Holding	79775
Moduconcept S.A.	79731	WA Property Management Holding S.à r.l.	79738
Mopac Systems International S.A.	79731	Weinberg Real Estate Partners # 1 SCA	79740
Moscow Construction and Development	79731	Yanuda S.à r.l.	79738
		Zurich Eurolife S.A.	79740

FLUIDAP Luxembourg SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4410 Soleuvre, 12, ZI Um Woeller.

R.C.S. Luxembourg B 85.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013067666/10.

(130083499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Gaillon GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 140.027.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2013067682/10.

(130083699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

I.D. 20 Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 89.192.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 mai 2013.

Référence de publication: 2013067734/10.

(130083715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Melchior Specialised Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 136.253.

Le Rapport Annuel Révisé au 31.12.2012 et la distribution des dividendes relative à l'assemblée générale ordinaire du 10.04.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 Avril 2013.

Référence de publication: 2013067821/11.

(130083605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Miriam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 156.144.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires tenue le 14 mai 2013

Résolutions:

Il est décidé de révoquer Community Link SA de son mandat d'administrateur, avec effet immédiat.

La Fiduciaire du Large sàrl, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le N° B100 156, ayant son siège au 43, Parc Lésgny à L-5753 Frisange est nommée Administrateur pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013067825/13.

(130083548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Moduconcept S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3598 Dudelange, 13, route de Zoufftgen.
R.C.S. Luxembourg B 149.305.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013067846/14.

(130083818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Mopac Systems International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 154.086.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Mopac Systems International S.A.
Société anonyme

Référence de publication: 2013067847/13.

(130083497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Moscow Construction and Development, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2652 Luxembourg, 142-144, rue Albert Uden.
R.C.S. Luxembourg B 62.894.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22.05.2013.

G. ADIBEKIAN
Gérant

Référence de publication: 2013067848/12.

(130083616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Stardust S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 60.903.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 7 mai 2013

Résolutions:

a. L'assemblée déclare que la liquidation est dûment et valablement clôturée.

L'assemblée certifie que la société Stardust S.A. a cessé d'exister à partir de ce jour.

b. L'assemblée décide que tous les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de cinq (5) ans à partir de la présente auprès de la société Premier Tax S.A., 59 bvd G.D. Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013067998/15.

(130083303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Sword Investments II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1025 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 160.842.

Par résolutions signées en date du 21 mai 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission, avec effet au 1^{er} mai 2013, de Yves Cheret, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant;

- nomination, avec effet au 1^{er} mai 2013, de Franck Doineau, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mai 2013.

Référence de publication: 2013067973/15.

(130083846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Sword Investments III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1025 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 160.840.

Par résolutions signées en date du 21 mai 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission, avec effet au 1^{er} mai 2013, de Yves Cheret, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant;

- nomination, avec effet au 1^{er} mai 2013, de Franck Doineau, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mai 2013.

Référence de publication: 2013067974/15.

(130083813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Société Nouvelle de Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 49.112.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013067967/13.

(130083334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Top Crèches s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8323 Olm, 26A, avenue Grand-Duc Jean.

R.C.S. Luxembourg B 161.479.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013068022/10.

(130083472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Tiercelet Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9638 Pommerloch, 19, route de Bastogne.
R.C.S. Luxembourg B 108.806.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2013068019/12.

(130083541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Sequoia S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 135.203.

Extrait de la cession de parts sociales du 2 avril 2013

Il résulte d'une cession de parts sociales entre Brianfid-Lux SA et Cornier Luxembourg Sàrl que Cornier Luxembourg Sàrl détient désormais 1.252 parts sociales de la société.

Brianfid-Lux SA n'est donc plus associé de la société à compter du 2 avril 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2013067984/13.

(130083603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Sarasino Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 129.744.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27/05/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013067980/12.

(130083745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

RTL Group Central and Eastern Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.
R.C.S. Luxembourg B 97.056.

EXTRAIT

Il résulte des délibérations et décisions de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 2 Mai 2013, que:

- L'Assemblée générale décide de proroger les mandats comme administrateurs de Messieurs Alexander GLATZ, Elmar HEGGEN et Vincent de DORLODOT ayant leur adresse professionnelle au 45, boulevard Pierre Frieden L - 1543 Luxembourg pour une durée expirant lors de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013.

- L'Assemblée générale décide de nommer comme commissaire aux comptes de Monsieur Eric AMBROSI, ayant son adresse professionnelle au 45, boulevard Pierre Frieden L - 1543 Luxembourg pour une durée expirant lors de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013067952/17.

(130083573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Seitert Immobilière SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8508 Redange-sur-Attert, 18, rue de la Piscine.

R.C.S. Luxembourg B 95.931.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013067982/10.

(130083504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Ciras C.V., Luxembourg branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 149.010.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 de Ciras C.V., Luxembourg Branch ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mai 2013.

Référence de publication: 2013067981/11.

(130083170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Shiatsu-Ki S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1924 Luxembourg, 28, rue Emile Lavandier.

R.C.S. Luxembourg B 145.214.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013067987/10.

(130083233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

SHIP Luxco Holding & Cy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 154.673.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

Référence de publication: 2013067988/10.

(130083485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Serviced Platform SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 158.710.

Le Conseil d'Administration du Fonds, a été informé, en date du 26 avril 2013, de l'intention de M. Francesco ADILBERTI de démissionner de son poste d'Administrateur.

La démission de M. Francesco Adiliberti a pris effet rétroactivement le 8 avril 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mai 2013.

State Street Bank Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2013067963/13.

(130083344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Toulouse Luxco, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 136.808.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale en date du 29 avril 2013

Il résulte des résolutions prises en date du 29 avril 2013:

- que Monsieur Romain Gonthier a démissionné de sa fonction de membre du Conseil de surveillance de la société avec effet au 15 octobre 2012,

- que Monsieur Lorenzo Barcaglioni, ayant son adresse professionnelle au 412F route d'Esch L-2086 Luxembourg a été nommé membre du Conseil de surveillance jusqu'à l'assemblée générale qui approuvera les comptes au 31 décembre 2015,

- que les mandats de Monsieur Robert John Sinatra et Monsieur John Morgan Callagy ont été renouvelés en tant que membres du Conseil de surveillance jusqu'à l'assemblée générale qui approuvera les comptes au 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068010/17.

(130083366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Toulouse Luxco, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 136.808.

Il est porté à la connaissance des tiers que l'adresse de Monsieur Robert John Sinatra, membre du Conseil de surveillance de la Société, est désormais au Park Avenue Plaza 55 East 52nd Street, 33rd floor, New York, NY 10055, Etats-Unis d'Amérique et l'adresse de Monsieur John Morgan Callagy, membre du Conseil de surveillance de la Société, est désormais au 3, St James's Square, Buchanan House, Londres SW1Y 4JU, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068011/12.

(130083634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

SKB Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 110.634.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

SKB CAPITAL S.A.

Référence de publication: 2013067992/11.

(130083401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Barclays Capital Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 118.212.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013068147/14.

(130084482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Alphatrade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3225 Bettembourg, Zone Industrielle Scheleck.
R.C.S. Luxembourg B 60.257.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013067484/14.

(130083819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

CaraTime S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

R.C.S. Luxembourg B 139.577.

La société ECOGEST S.A. dénonce avec effet au 25 mai 2013 le siège de la société CARATIME S.à r.l., inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 139 577.

La société CARATIME S.à r.l. n'est plus autorisée à fixer son siège au 4, rue Henri Schnadt à L-2530 Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mai 2013.

ECOGEST S.A.

Référence de publication: 2013067549/12.

(130083838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

NBIM Antoine CHF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 172.489.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013067861/10.

(130083130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

NBIM Clement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 169.756.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013067863/10.

(130083165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Finamore S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8310 Capellen, 56, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 96.726.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068291/9.

(130084650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Tiago German Properties GmbH, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 176.719.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises lors de l'assemblée des associés du 23 mai 2013 que

1. Madame Antje Lubitz, gérant de la Société a démissionné de son poste de gérant de la Société avec effet immédiat.

2. Madame Jennika Temisa Enetiagi Lindholm, née le 16 mars 1981 à Berlin (Allemagne) et demeurant au 18, rue Marie de Zorn, L-2764 Luxembourg, a été nommée gérant de la Société avec effet au 23 mai 2013 et ce pour une durée indéterminée.

Madame Jennika Temisa Enetiagi Lindholm peut engager la Société seule si aucun autre gérant n'est nommé dans la Société ou conjointement avec un autre gérant si un ou plusieurs gérants ont été nommés.

3. Monsieur Patrick Moinet, gérant de la Société, peut dorénavant engager la Société seul si aucun autre gérant n'est nommé dans la Société ou conjointement avec un autre gérant si un ou plusieurs gérants ont été nommés.

La Société prend note que l'adresse de Monsieur Patrick Moinet a changé et se trouve dorénavant au 156 rue Albert Unden, L-2652 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 24 mai 2013.

Référence de publication: 2013067322/23.

(130082994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

AM Investment S.C.A. SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 164.237.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue à Luxembourg, le 15 mai 2013:

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler le mandat de DELOITTE AUDIT, ayant son siège social à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf, en qualité de réviseur d'entreprises agréé, pour une nouvelle période d'un an prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013067486/13.

(130083449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 27.856.

—
Änderung in der Geschäftsleitung der Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Herr George McKay, Herr Daniel Lehmann, Herr Wolfgang Pütz und Herr Michael Peters, alle mit Geschäftsadresse Allianz Global Investors Europe GmbH, Bockenheimer Landstraße 42-44, 60323 Frankfurt am Main, Deutschland, wurden mit Wirkung vom 10. Mai 2013 durch Beschluss der Generalversammlung der Allianz Global Investors Luxembourg S.A. vom 10. Mai 2013 zum Mitglied des Verwaltungsrats der Allianz Global Investors Luxembourg S.A. bis zur Generalversammlung der Gesellschaft im Jahr 2015 gewählt.

Sennigerberg, den 15. Mai 2013.

Für die Richtigkeit

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Florian Polifke / Silke Wagner-Kautz

Référence de publication: 2013068088/17.

(130084536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

WA Property Management Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 124.820.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mai 2014.

Référence de publication: 2013068043/10.

(130083193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Yanuda S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 33.034.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

Référence de publication: 2013068049/10.

(130083594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

carloscorreiararchitecte s.a., Société Anonyme.

Siège social: L-4698 Lasauvage, 88, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 151.379.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

24, Rue Léon Kauffman L-1853 Luxembourg

Référence de publication: 2013068076/10.

(130084079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Alpcot Active, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 156.302.

Les comptes annuels révisés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068091/10.

(130084554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Brasserie des poulets s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 26, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 169.575.

EXTRAIT

Le gérant administratif de la société BRASSERIE DES POULETS s.à r.l., M. Emin SHALA prend note de la démission de M. Jean-Claude SCHWARTZ de ses fonctions de gérant technique.

Par ailleurs, le poste de gérant technique étant désormais vacant, le gérant administratif désigne provisoirement M. Gzim SALJA, demeurant à L-1613 Luxembourg, 61, rue Jean-François Gangler, qui accepte, aux fonctions de gérant technique, jusqu'à la toute prochaine assemblée extraordinaire, laquelle procédera à l'élection définitive.

Luxembourg, le 24 mai 2013.

M. Emin SHALA / M. Gzim SALJA.

Référence de publication: 2013068064/14.

(130083792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Sinbelux S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 77.968.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013067991/10.

(130083789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Socom Participation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 9.735.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013067994/10.

(130083508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

T.C.G. Gestion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 67.822.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 mai 2013.

Christelle Ferry.

Référence de publication: 2013068004/10.

(130083181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Socililux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9638 Pommerloch, 5-7, rue de Berlé.

R.C.S. Luxembourg B 113.093.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2013067993/11.

(130083345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Unigra International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 43.748.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2013068030/13.

(130083719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Weinberg Real Estate Partners # 1 SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 132.468.

En date du 15 Mai 2013 les associés ont pris la décision suivante:

- Renouvellement du mandat de la société Deloitte Audit S.à r.l. au poste de Réviseur d'Entreprises Agréé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weinberg Real Estate Partners #1 S.C.A

Représentée par Weinberg Real Estate S.à r.l.

Représentée par Frank Welman

Gérant A

Référence de publication: 2013068039/15.

(130083306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Zurich Eurolife S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 37, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 51.753.

En date du 2 mai 2013, l'Assemblée Générale des actionnaires a décidé de renouveler le mandat du réviseur d'entreprise, la société PricewaterhouseCoopers S.à.r.l., pour une durée d'une année jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2014 pour l'approbation des comptes 2013.

L'Assemblée Générale des actionnaires a également décidé de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Walter Kiceff jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 21 Mai 2013.

Zurich Eurolife S.A.

Xavier Nevez

General Counsel

Référence de publication: 2013068051/17.

(130083326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

TF Holding S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 98.056.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société TF HOLDING S.A., qui s'est tenue à Luxembourg, en date du 7 mai 2013 à 9 heures.

L'assemblée accepte de renouveler le mandat d'administrateur-délégué de M. Philippe FORGUES, demeurant au 13, avenue des Chasseurs F-64600 Anglet jusqu'au 7 mai 2018.

L'assemblée accepte de renouveler le mandat d'administrateur de M. Philippe FORGUES, demeurant au 13, avenue des Chasseurs F-64600 Anglet jusqu'au 7 mai 2018.

L'assemblée accepte de renouveler le mandat d'administrateur de Mme Françoise FORGUES, demeurant au 52, Avenue Maurice Trubert F-64200 Biarritz jusqu'au 7 mai 2018.

L'assemblée accepte de renouveler le mandat de M. Frédéric CIPOLLETTI, demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg jusqu'au 7 mai 2018.

La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, la totalité du capital étant représentée.

Luxembourg, le 7 mai 2013.

Pour la société

Philippe FORGUES

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2013068018/22.

(130083576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Axa World Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 63.116.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013067504/11.

(130083384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Ankar Capital Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 156.289.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Ankar Capital Holdings Luxembourg S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013067461/11.

(130083158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Bleu Marine Communication, Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange, 17, Op d'Schleid.

R.C.S. Luxembourg B 104.020.

Dépôt rectificatif: L130031515 déposé le 21/02/2013

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013068151/11.

(130084344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Cencan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 23.451.

Le bilan consolidé de la société De Beers au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2013.

Référence de publication: 2013068200/11.

(130084432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Cencan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 23.451.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2013.

Référence de publication: 2013068201/10.

(130084433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

**Credit Suisse Diversified Investco (Luxembourg) S.A., Société Anonyme,
(anc. Credit Suisse Diversified Investco (Luxembourg) S.à r.l.).**

Capital social: ZAR 1.000.100,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 143.900.

In the year two thousand thirteen, on the thirteenth day of May,

Before the undersigned, Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Credit Suisse Diversified Capital (Luxembourg) S.à r.l., a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 143.901 and having a share capital of ZAR 2,000,100;

here represented by Ms, Lauren Harris, Lawyer, professionally residing at 2-4 Place de Paris, L-1011 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 6 May 2013.

The said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Credit Suisse Diversified Investco (Luxembourg) S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 143.900, incorporated pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit on 24 December 2008 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 210 on 30 January 2009. The articles of incorporation have been modified for the last time pursuant to a deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 1 December 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 5 February 2011, under number 242.

The appearing party represents the whole share capital of the Company, and requires the notary to enact the following resolutions taken in accordance with the provisions of Article 200-2 of the amended Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, pursuant to which a sole shareholder of a société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the Company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing, and of clause 15.1 of the articles of association of the Company:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the legal form of the Company, in order to transform it from a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) into a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), with continuity of the legal personality of the Company.

The share capital and the reserves will remain intact, as well as each item of the assets and liabilities, the amortisations, the appreciations and the depreciations.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to change the name of the Company to "Credit Suisse Diversified Investco (Luxembourg) S.A.".

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the corporate object (Article 3) of the Company so that it reads as follows:

3. Object.

3.1 The Company's object is to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administer, develop and manage such holding of interests.

3.2 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies"), it being understood that the Company will only enter into a transaction in accordance with the requirements of all relevant laws and regulations, including the requirements of any regulated activity in the financial sector. On an ancillary basis of such assistance, the Company may also render administrative and marketing assistance to its Connected Companies.

3.3 The Company may in particular enter into the following transactions it being understood that the Company will only enter into a transaction in accordance with the requirements of all relevant laws and regulations, including the requirements of any regulated activity in the financial sector:

3.3.1 to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt instruments or debt securities, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

3.3.2 to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

3.3.3 to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property, assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of any applicable legal provision; and 3.3.4 to enter into agreements, including, but not limited to partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other contracts for services, selling agreements, interest and/or currency exchange agreements and other financial derivative agreements in relation to its object.

3.4 In addition to the foregoing, the Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary or useful to fulfill its objects as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to acknowledge the report established by KPMG Luxembourg S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 149.133, which report has been made pursuant to Luxembourg law and concludes as follows:

"Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the net assets of the Company does not correspond at least to the number and value of the shares to be converted as at March 31, 2013."

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to fix the date of the annual general meeting of shareholders of the Company in order that it shall be held the last Friday in May of each year (unless such day is a public holiday, in which case on the next following business day) at 3:00 p.m. CET.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to elect the following individuals (previously "Managers" of the Company) as Directors for a maximum period of six (6) years, their mandate expiring on occasion of the annual general meeting of the Shareholders to be held in 2018:

(i) Mr. Robert ARCHBOLD, company director, born in Dublin, Ireland, on 14 July 1975, with professional address at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;

(ii) Mr. Claude NOESEN, company director, born in Luxembourg on 19 October 1958, with professional address at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;

(iii) Mr. Jorge PEREZ LOZANO, company director, born in Mannheim, Germany, on 17 August 1973, with professional address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; and

(iv) Ms. Polyxeni KOTOULA, company director, born in Athens, Greece, on 30 November 1973, with professional address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) for a term to expire at the close of the annual general meeting of shareholders to be held in 2018: KPMG Luxembourg S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 149.133.

Eighth resolution

The Sole Shareholder resolves (i) to acknowledge the report of the management of the Company concerning the limitation or cancellation of the preferential subscription right in the scope of the authorised capital; (ii) to renew and confirm to the Board of Directors of the Company, the authorisation given in relation to the authorized capital of the Company which would expire five years after the date of publication of this extraordinary general meeting of shareholders of the Company in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations; and (iii) to fix the authorized capital to the amount of ZAR 10,003,000,000 (in words: ten billion three million South African Rand) represented either by ordinary

shares or preference shares as determined by the Board of Directors in accordance with clause 6.2 of the articles of association of the Company.

Ninth resolution

The Sole Shareholder resolves to restate the articles of association of the Company in order to reflect the above and adapt them to the new form of the Company and to amend the German translation of the Company's articles of association accordingly. Henceforth, the articles of association of the Company shall read as follows:

Preliminary chapter - Definitions

In addition to the terms defined elsewhere in the present articles of association (the "Articles"), the following terms shall have the meaning assigned in this Preliminary Chapter.

"1915 Law" means the amended Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies.

"B Preference Share" means a Share designated as a B Preference Share in these Articles and any Shareholder Agreement.

"Board of Directors" means the Board of Directors of the Company appointed in accordance with these Articles.

"Business Day" has the meaning ascribed to such term in any Shareholder Agreement.

"Clause" means a clause of these Articles.

"Company Register" has the meaning ascribed to such term in Clause 7.1.

"Director" means any member of the Board of Directors.

"Ordinary Share" means a Share designated as an Ordinary Share in these Articles and any Shareholder Agreement.

"Ordinary Shareholder" means any holder of Ordinary Shares.

"Preference Shareholder" means any holder of Preference Shares.

"Preference Shares" means the class B Preference Shares and any classes of Shares designated as Preference Shares in these Articles and any Shareholder Agreement (including any schedule thereto).

"Shareholder Agreement" means any shareholder agreement entered into from time to time between the Company and its Shareholders.

"Shareholders" means the Ordinary Shareholders and the Preference Shareholders and "Shareholder" means any of them.

"Shares" means any share issued from time to time by the Company and being either an Ordinary Share or a Preference Share.

Chapter I. - Name, Registered office, Object, Duration

1. Form, Name.

1.1 The Company is hereby formed as a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (and in particular, the 1915 Law) and by these Articles.

1.2 The Company exists under the name of "Credit Suisse Diversified Investco (Luxembourg) S.A.".

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 The Board of Directors is authorized to change the address of the Company inside the municipality of the Company's registered office.

2.4 Should any political, economic or social events of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the registered office or communications with abroad, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such decision will not affect the Company's nationality, which will, notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Directors.

2.5 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad, including in particular but not limited to a branch in Switzerland.

3. Object.

3.1 The Company's object is to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administer, develop and manage such holding of interests.

3.2 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, or any company being a direct or indirect shareholder of the

Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies"), it being understood that the Company will only enter into a transaction in accordance with the requirements of all relevant laws and regulations, including the requirements of any regulated activity in the financial sector. On an ancillary basis of such assistance, the Company may also render administrative and marketing assistance to its Connected Companies.

3.3 The Company may in particular enter into the following transactions it being understood that the Company will only enter into a transaction in accordance with the requirements of all relevant laws and regulations, including the requirements of any regulated activity in the financial sector:

3.3.1 to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt instruments or debt securities, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

3.3.2 to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

3.3.3 to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property, assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of any applicable legal provision; and

3.3.4 to enter into agreements, including, but not limited to partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other contracts for services, selling agreements, interest and/or currency exchange agreements and other financial derivative agreements in relation to its object.

3.4 In addition to the foregoing, the Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary or useful to fulfill its objects as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital, Authorized capital, Form of shares, Redemption of shares

5. Capital.

5.1 The share capital of the Company may be represented by Ordinary Shares and Preference Shares with a par value of ZAR 1 (in words: one South African Rand) each.

5.2 The Shares are in registered form.

5.3 The share capital is fixed at ZAR 1,000,100 (in words: one million one hundred South African Rand), divided into 1,000,000 (in words: one million) B Preference Shares and 100 (in words: one hundred) Ordinary Shares with a par value of ZAR 1 (in words: one South African Rand) each.

5.4 Each Share is indivisible.

5.5 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

5.6 In addition to the share capital, the Company may have one or several free share premium accounts into which any premium paid on any Share shall be allocated to the relevant class of Shares. The special premium reserve is at the free disposal of the Shareholders and the Board of Directors, as the case may be, and shall be available for distribution to the holders of the relevant Shares in relation to a decrease of the share capital, the repurchase of own shares, distribution as dividends, liquidation or any other transaction whatsoever resulting in a reimbursement of share premium or reserve without prejudice to any provisions contained in any Shareholder Agreement.

6. Authorized capital.

6.1 The Company shall have an authorized share capital of an aggregate amount of ZAR 10,003,000,000 (in words: ten billion three million South African Rand) represented either by Ordinary Shares or Preference Shares as determined by the Board of Directors in accordance with Clause 6.2 (the "Authorized Share Capital").

6.2 Within the limits of the Authorized Share Capital, the Board of Directors is authorized and empowered to realize any increase of the share capital, in one or several installments, by issuing either Ordinary Shares or Preference Shares as determined by the Board of Directors only against payment in cash or in kind, by contribution of claims, by capitalization of reserves or in any other manner determined in any Shareholder Agreement.

6.3 The authorization granted in this Clause 6 to the Board of Directors to increase the share capital of the Company within the limits of the Authorized Share Capital will expire 5 (five) years after the publication of the Articles in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, and can be renewed by the extraordinary meeting of Shareholders in accordance with the applicable legal provisions.

6.4 The Board of Directors may limit or cancel the Shareholders' preferential rights to subscribe for the Shares and may issue the Shares to such persons and at such price with or without a share premium and paid up by contribution in kind or for cash or by incorporation of claims or capitalisation of reserves or in any other way as the Board of Directors may determine.

6.5 The Board of Directors is authorized to do all things necessary to amend Clause 5 of the present Articles in order to record the change of share capital following any increase pursuant to this Clause 6. The Board of Directors is empowered to take or authorize the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the 1915 Law. Furthermore, the Board of Directors may delegate to any duly authorized Director or officer of the Company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for Ordinary Shares or Preference Shares or to do all things necessary to amend Clause 5 of the Articles in order to record the change of share capital following any increase pursuant to this Clause 6.

7. Register.

7.1 The Company shall keep at its registered office a register (the "Company Register") of the Shares in issue in the Company, which register must specify:

- 7.1.1 the precise designation of each Shareholder and the number of Shares held by him;
- 7.1.2 the payments made on the Shares;
- 7.1.3 transfers of Shares and the dates thereof; and
- 7.1.4 any amendments made to the deed of incorporation of the Company.

7.2 Certificates evidencing the registration of holders of Shares in the Company in the Company Register may be delivered to each Shareholder.

7.3 In addition to the Company Register, the Company may keep, for any Shares, a register of Preference Shareholders and a register of Ordinary Shareholders (the "Local Registers") in any foreign country in which the Company has an office (including share transfer or share registration office) or a branch.

8. Redemption and Repurchase of shares.

8.1 Repurchase of Shares

The Company may repurchase its own Shares within the limits sets by the 1915 Law and these Articles.

8.2 Redemption of Preference Shares

Provided that such redemption is permitted in any Shareholder Agreement and made in accordance with Article 49-3 of the 1915 Law, the Company may redeem any Preference Shares on the terms and conditions laid down in any Shareholder Agreement.

9. Transfer of shares.

9.1 The Shares will be transferable in accordance with the 1915 Law.

Chapter III - Management, Board of directors, Independent auditor

10. Management.

10.1 Unless the Company has only one shareholder, the Company is managed by at least three Directors (collectively, the "Board of Directors" and each director, a "Director") appointed by a resolution of the general meeting of Shareholders. In case the Company has only one shareholder, the Board of Directors can consist of one Director. The majority of Directors shall be resident in Luxembourg.

10.2 The Directors need not to be Shareholders.

10.3 Each Director shall be appointed by the general meeting of Shareholders for a term not exceeding six years.

10.4 A Director may be re-elected.

10.5 The Directors may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the Shareholder(s).

10.6 A legal entity may be a Director (a "Corporate Director"), in which case it must designate a permanent representative to perform that role in its name and on its behalf. The revocation by a Corporate Director of its representative is conditional upon the simultaneous appointment of a successor.

10.7 In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of Shareholders which will be asked to ratify such election.

10.8 In the event that a Director is appointed to replace a Director before the end of that Director's term of office, the Director appointed shall serve for the remainder of the term of office of the Director he replaces subject as provided in the 1915 Law.

11. Meetings of the board of directors.

11.1 In case of plurality of Directors, the meetings of the Board of Directors are convened by any Director.

11.2 The Board of Directors shall elect a Chairman from among its members. If the Chairman is unable to be present, he will be replaced by a Director elected for this purpose from among the Directors present at the meeting.

11.3 The meetings of the Board of Directors are convened by the Chairman or by any Director. Meetings shall be convened with at least twenty-four (24) hour advance notice, unless in the event of an emergency. In cases where all the Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

11.4 The Board of Directors can only validly meet and take decisions if a majority of the Directors (including the Chairman) are physically present in Luxembourg. Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, by telegram or telefax another Director as his proxy. A Director may also appoint another Director to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

11.5 All decisions by the Board of Directors require a simple majority of votes cast. In case of ballot, the Chairman has a casting vote.

11.6 All meetings of the Board of Directors shall be held in Luxembourg.

11.7 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that a majority of participating Directors is physically present in Luxembourg, that each participating Director is able to hear and to be heard by all other participating Directors whether or not using this technology, and each participating Director shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

11.8 Circular resolutions of the Board of Directors can be validly taken if approved in writing and signed by all Directors in person, with the majority of such Directors signing such circular resolutions in Luxembourg. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax, e-mail, telegram or telex. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the Directors' meetings, duly convened.

11.9 The minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman of the Board of Directors or by any two Directors. Extracts shall be certified by the Chairman of the Board of Directors or by any two Directors.

11.10 In case the Company has only one director, Clauses 11.8 and 11.9 shall not apply and decisions of the sole Director shall be recorded in writing and signed by the sole Director.

11.11 Any Director having an interest in a transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, shall advise the board thereof and cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in these deliberations. At the next following general meeting of Shareholders, before any other resolution is put to vote, a special report shall be made on any transactions in which any of the Directors may have had an interest conflicting with that of the Company.

11.12 In derogation of Clause 11.11 above, if the Company has only one Director, transactions made between the Company and the sole Director having an interest conflicting with that of the Company only need to be mentioned in the written record of the decisions.

11.13 The provisions of the preceding paragraphs are not applicable when the decisions of the Board of Directors of the Company or of the sole Director concern day-to-day operations engaged in normal conditions.

12. General powers of the board of directors.

12.1 The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by the 1915 Law to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

12.2 The Board of Directors may delegate its/their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

12.3 The Board of Directors will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

13. Representation of the company.

13.1 Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be bound by the signature of the sole Director, or in case the Company has three or more Directors, the signatures of any two (2) Directors together or by the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by any two Directors, but only within the limits of such power.

13.2 Towards third parties, in all circumstances, the Company shall also be, in case a daily manager has been appointed in order to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs, bound by the sole signature of the daily manager, but only within the limits of such power.

14. Independent auditor(s).

14.1 The Company is supervised by one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé).

14.2 The general meeting of Shareholders appoints the independent auditor(s) and determines their number, their remuneration and the term of their office. The appointment may, however, not exceed a period of six years. In case the external independent auditors are elected without mention of the term of their mandate, they are deemed to be elected for six (6) years from the date of their election.

14.3 The independent auditors are re-eligible.

Chapter IV. - General Meeting of shareholders

15. Powers of the general meeting of shareholders - Votes.

15.1 If there is only one Shareholder, that sole Shareholder assumes all powers conferred to the meeting of Shareholders and takes the decisions in writing.

15.2 In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. All Shares have equal voting rights.

15.3 A Shareholder may be represented at a general meeting of Shareholders by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

15.4 The Board of Directors shall have the powers and obligations to adjourn a Shareholders' Meeting as set out in the 1915 Law.

15.5 The annual general meeting of Shareholders of the Company shall be held on the last Friday of May of each year (unless such day is a public holiday, in which case on the next following business day) at 3:00 p.m. CET.

15.6 The Board of Directors and the independent auditor may convene a general meeting of the Shareholders. They shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month if Shareholders representing one-tenth of the capital require this in writing with an indication of the agenda.

15.7 Convening notices for every general meeting of the Shareholders shall contain the agenda and shall take the form of announcements published twice, with a minimum interval of eight days, and eight days before the meeting, in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight days before the general meeting of the Shareholders to registered Shareholders, but no proof need be given that this formality has been complied with. The convening notices may be made only by registered letters.

15.8 If all the Shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

15.9 The Shareholders are entitled to participate in the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

Chapter V. - Financial year, Distribution of profits

16. Financial year.

16.1 The financial year of the Company begins on the first day of December and ends on the last day of November of each year or as agreed from time to time in any Shareholder Agreement (the "Financial Year").

16.2 At the end of each Financial Year, the Company's accounts are established by the Board of Directors and the Board of Directors prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

16.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

17. Distribution rights of shares.

17.1 From the annual net profits of the Company, at least five percent (5%) shall be compulsorily allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to at least ten percent (10%) of the subscribed capital of the Company.

17.2 The annual general meeting of Shareholders shall allocate the annual profit or loss pro rata to the Shares held by each Shareholder in the share capital of the Company or as otherwise agreed in any Shareholder Agreement.

17.3 Notwithstanding the preceding provision, the Board of Directors may decide to pay interim dividends to the Shareholders in accordance with article 72-2 of the 1915 Law and, where relevant, in accordance with the rules laid down in any Shareholder Agreement.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation.

18. Dissolution, Liquidation.

18.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

18.2 The Company may be put into dissolution by a decision of the general meeting of Shareholders taken pursuant to the same majority and voting requirements as for the amendment of the Articles.

18.3 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators appointed by the general meeting of Shareholders.

18.4 After (i) payment of all the debts and liabilities of the Company and (ii) constitution of the necessary provisions for payment of taxes and the remaining charges and expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the Shareholders pro rata to their Shares in the Company or as otherwise agreed in any Shareholder Agreement.

Chapter VII. - Miscellaneous

19. Applicable law. All matters not dealt with in these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law.

20. Language. These Articles are drawn up in English and are followed by a translation into German. In case of divergence between the English text and the German translation, the English text shall prevail."

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in article 26 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of Costs.

The above-named party has estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation at about one thousand five hundred and eighty seven euros (EUR 1587).

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary, by their surnames, names, civil status and residences, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden textes:

Am dreizehnten Mai des Jahres zweitausenddreizehn

Vor dem Unterzeichnenden, Maître Paul Decker, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

ERSCHIENEN:

Credit Suisse Diversified Capital (Luxembourg) S.à.r.l., eine nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg bestehende société à responsabilité limitée mit Sitz in 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter B 143.901, mit einem Stammkapital in Höhe von ZAR 2.000.100;

vertreten durch Frau Lauren Harris, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in 2-4 Place de Paris, L-1011 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg aufgrund einer am 6. Mai 2013 ausgestellten privatschriftlichen Vollmacht, die, durch den Vertreter der Erschienenen und den unterzeichneten Notar mit ne varietur paraphiert, dieser Urkunde beigelegt bleibt und zeitgleich mit dieser bei den Registerstellen eingereicht wird.

Die Erschienene ist Alleingesellschafterin ("Alleingesellschafterin") der Credit Suisse Diversified Investco (Luxembourg) S.à.r.l. (nachstehend die "Gesellschaft"), eine nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg bestehende société à responsabilité limitée mit Sitz in 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter B 143.900, gegründet nach einer von Maître Gérard Lecuit am 24. Dezember 2008 errichteten und am 30. Januar 2009 in dem Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 210 veröffentlichten Urkunde. Die Satzung wurde zuletzt am 1. Dezember 2010 gemäß einer von Maître Paul Decker, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, errichteten und am 5. Februar 2011 in dem Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 242 veröffentlichten Urkunde geändert.

Die Erschienene vertritt das gesamte Stammkapital der Gesellschaft und ersucht den Notar, die nachstehenden Beschlüsse zu beurkunden (enact), die gemäß den Bestimmungen von Artikel 200-2 des geänderten luxemburgischen Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, nach dem ein Alleingesellschafter einer société à responsabilité limitée die Befugnisse der Gesellschafterversammlung der Gesellschaft ausübt, wobei die Beschlüsse des Alleingesellschafters in einem Protokoll festgehalten oder schriftlich niedergelegt werden, und gemäß Artikel 15.1 der Satzung der Gesellschaft gefasst wurden:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, die Rechtsform der Gesellschaft zu ändern, d.h. sie von einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach Luxemburger Recht in eine Aktiengesellschaft (société anonyme) nach Luxemburger Recht umzuwandeln, wobei die Rechtspersönlichkeit der Gesellschaft fortbesteht.

Das Stammkapital und die Rücklagen bleiben unangetastet; dies gilt ebenso für jede Position der Aktiva und Passiva, die Abschreibungen, Wertsteigerungen und Wertminderungen.

Zweiter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, den Namen der Gesellschaft in "Credit Suisse Diversified Investco (Luxembourg) S.A." zu ändern.

Dritter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, den Gesellschaftszweck (Artikel 3) der Gesellschaft zu ändern, so dass er den folgenden Wortlaut hat:

3. "Gesellschaftszweck.

3.1 Der Zweck der Gesellschaft besteht darin, Beteiligungen jeglicher Art an anderen luxemburgischen oder an ausländischen Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu erwerben und zu halten, beispielsweise durch Zeichnung oder Erwerb von Wertpapieren und Rechten durch Beteiligung, Einlage, Übernahme einer Emission, Kauf oder Option, Begebung oder in sonstiger Weise, oder in Form von Schuldinstrumenten jeglicher Art, und die entsprechenden Portfolios zu verwalten, auszubauen und damit zu wirtschaften.

3.2 Zudem kann die Gesellschaft ihren Tochtergesellschaften oder anderen Gesellschaften, an denen sie unmittelbare oder mittelbare Rechte hält, oder die ihrerseits unmittelbare oder mittelbare Aktionäre der Gesellschaft sind, sowie Gesellschaften, die zum selben Konzern gehören (nachstehend "verbundene Gesellschaften") Unterstützung jeglicher Art gewähren, beispielsweise durch Darlehen, Garantien oder sonstiges, wobei die Gesellschaft nur Rechtsgeschäfte tätigen wird, die mit allen geltenden Gesetzen und rechtlichen Bestimmungen, insbesondere mit den Anforderungen an Geschäfte, die der Finanzaufsicht unterstehen, in Einklang stehen. Ergänzend zur Unterstützung in der vorstehend genannten Weise kann die Gesellschaft ihren verbundenen Gesellschaften auch Unterstützung auf den Gebieten der Verwaltung und des Marketing gewähren.

3.3 Sofern es sich um Rechtsgeschäfte handelt, die mit allen geltenden Gesetzen und rechtlichen Bestimmungen, insbesondere mit den Anforderungen an Geschäfte, die der Finanzaufsicht unterstehen, in Einklang stehen, kann die Gesellschaft insbesondere

3.3.1 jegliche Form von Geldern oder Krediten aufnehmen, oder durch Ausgabe von Wandelanleihen oder sonstigen Anleihen, Schuldverschreibungen, Schuldscheinen, Zertifikaten oder anderen Schuldtiteln oder durch Einsatz von Finanzderivaten oder in sonstiger Art und Weise Mittel aufbringen;

3.3.2 zu Konditionen, die nach Auffassung der Gesellschaft angemessen sind, mit oder ohne Sicherheiten Gelder an luxemburgische oder ausländische Unternehmen ausreichen oder verleihen oder dort einlegen, solchen Unternehmen Kredite gewähren oder Schuldtitel solcher Unternehmen zeichnen oder erwerben;

3.3.3 innerhalb der nach geltendem Recht vorgegebenen Grenzen als Sicherheit für die Erfüllung von Verträgen oder Verpflichtungen der Gesellschaft oder verbundener Gesellschaften Garantien abgeben, Pfandrechte bestellen oder Sicherheiten anderer Art gewähren, indem sie ein persönliches Versprechen abgibt, eine dingliche Sicherheit an einer Immobilie bestellt oder Unternehmen, Vermögen, (gegenwärtige oder künftige) Vermögenswerte ganz oder teilweise mittels einer oder mehrerer der vorstehend genannten Arten belastet; und

3.3.4 Verträge abschließen, insbesondere Gesellschaftsverträge, Übernahmeverträge, Marketingverträge, Managementverträge, Beratungsverträge, Verwaltungsverträge und andere Dienstleistungsverträge, Kaufverträge, Zins- und/oder Währungsswaps und andere Finanzderivatgeschäfte, die mit ihrem Gesellschaftszweck in Zusammenhang stehen.

3.4 Ergänzend dazu kann die Gesellschaft alle rechtmäßigen, wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Investitionen oder Geschäfte tätigen, und ganz allgemein sämtliche Transaktionen vornehmen, die zur Erreichung ihres Gesellschaftszwecks erforderlich oder sinnvoll sind, wie auch sämtliche Geschäfte, die unmittelbar oder mittelbar mit der Erreichung des Gesellschaftszwecks in den vorstehend genannten Bereichen in Zusammenhang stehen.

Vierter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, den von KPMG Luxembourg S.à r.l., einer luxemburgischen Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Sitz in 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter B 149.133, gemäß Luxemburger Recht erstellten Bericht anzuerkennen, wobei der Bericht wie folgt schließt:

"Auf der Grundlage unserer Arbeiten sind uns keine Sachverhalte bekannt geworden, die uns zu der Annahme veranlassen, dass der Wert des Nettovermögens der Gesellschaft nicht mindestens der Anzahl und dem Wert der zum 31. März 2013 umzuwandelnden Aktien entspricht."

Fünfter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, das Datum der Jahreshauptversammlung der Aktionäre so festzusetzen, dass diese am letzten Freitag des Monats Mai eines jeden Jahres (soweit dieser Tag ein öffentlicher Feiertag ist, am nächstfolgenden Geschäftstag) um 15.00 Uhr MEZ abgehalten werden soll.

Sechster Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, die folgenden Personen (zuvor "Geschäftsführer" (Managers) der Gesellschaft) für eine Amtszeit von höchstens sechs (6) Jahren als Verwaltungsratsmitglieder zu wählen, wobei deren Amtszeit mit der Jahreshauptversammlung der Aktionäre im Jahr 2018 abläuft:

(i) Herr Robert ARCHBOLD, company director, geboren am 14. Juli 1975 in Dublin, Irland, geschäftsansässig in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg;

(ii) Herr Claude NOESEN, company director, geboren am 19. Oktober 1958 Luxemburg, geschäftsansässig in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg;

(iii) Herr Jorge PEREZ LOZANO, company director, geboren am 17. August 1973 in Mannheim, geschäftsansässig in 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg; und

(iv) Frau Polyxeni KOTOULA company director, geboren am 30. November 1973 in Athen, Griechenland, geschäftsansässig in 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg.

Siebter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, KPMG Luxembourg S.à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Sitz in 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg und eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter B 149.133, als unabhängigen Abschlussprüfer (réviseur d'entreprises agréé) für eine Amtszeit bis zum Schluss der Jahreshauptversammlung der Gesellschafter im Jahr 2018 zu ernennen.

Achter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, (i) den Bericht der Geschäftsführung der Gesellschaft in Bezug auf die Begrenzung oder Aufhebung des Vorzugsrechts im Rahmen des genehmigten Kapitals zu bestätigen; (ii) die Vollmacht des Verwaltungsrats in Bezug auf das genehmigte Kapital zu bestätigen und um fünf Jahre ab der Veröffentlichung dieser außerordentlichen Gesellschafterversammlung der Gesellschafter im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations zu verlängern; und (iii) die Höhe des genehmigten Kapitals auf einen Betrag in Höhe von ZAR 10.003.000.000,- (in Worten: zehn Milliarden und drei Millionen Südafrikanischen Rand) festzulegen, welches durch Stammaktien oder Vorzugsaktien gemäß Festlegung des Verwaltungsrats im Einklang mit Artikel 6.2 der Satzung verbrieft werden kann.

Neunter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, die Satzung der Gesellschaft neu zu formulieren, um dem Vorstehenden Rechnung zu tragen und sie der neuen Rechtsform der Gesellschaft anzupassen und die deutsche Übersetzung der Satzung der Gesellschaft entsprechend zu ändern. Die Satzung der Gesellschaft wird künftig wie folgt lauten:

Einleitung - Definitionen

Neben den an anderer Stelle dieser Satzung ("Satzung") definierten Begriffen besitzen die nachfolgenden Begriffe die ihnen in dieser Einleitung zugewiesene Bedeutung.

"Gesetz von 1915" (1915 Law) ist das luxemburgische Gesetz über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 (Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies) in der jeweils geltenden Fassung.

"Vorzugsaktien B" (B Preference Share) sind alle Aktien dieser Klasse, die als solche in der Satzung und in einer Aktionärsvereinbarung (Shareholder Agreement) ausgewiesen sind.

"Verwaltungsrat" (Board of Directors) ist der gemäß dieser Satzung bestellte Verwaltungsrat der Gesellschaft."

"Geschäftstag" (Business Day) besitzt die diesem Begriff in einer Aktionärsvereinbarung zugewiesene Bedeutung.

"Artikel" (Clause) ist jeder Artikel dieser Satzung.

"Gesellschaftsregister" (Company Register) hat die Bedeutung in Artikel 7.1.

"Verwaltungsratsmitglied" (Director) ist jedes Mitglied des Verwaltungsrats.

"Stammaktie" (Ordinary Share) ist jede, in der Satzung und in einer Aktionärsvereinbarung als Stammaktie ausgewiesene Aktie.

"Inhaber von Stammaktien" (Ordinary Shareholder) ist jeder Inhaber von Stammaktien.

"Inhaber von Vorzugsaktien" (Preference Shareholder) ist jeder Inhaber von Vorzugsaktien.

"Vorzugsaktien" (Preference Shares) sind die Vorzugsaktien der Klasse B und alle anderen in der Satzung und in einer Aktionärsvereinbarung (einschließlich der insoweit vorhandenen Anhänge) als Vorzugsaktien bezeichneten Aktienklassen.

"Aktionärsvereinbarung" (Shareholder Agreement) ist jede jeweils zwischen der Gesellschaft und ihren Aktionären geschlossene Aktionärsvereinbarung.

"Aktionäre" (Shareholders) sind die Inhaber von Stammaktien und die Inhaber von Vorzugsaktien, und der/ein "Aktionär" ist jeder einzelne Aktionär.

"Aktien" (Shares) sind alle jeweils von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien, gleich ob Stammaktien oder Vorzugsaktien.

Kapitel I. - Firma, Sitz, Gegenstand und Dauer

1. Form, Firma.

1.1 Die Gesellschaft wird hiermit als Aktiengesellschaft nach Luxemburger Recht (société anonyme) gegründet, auf die die Gesetze des Großherzogtums Luxemburg (insbesondere das Gesetz von 1915) und diese Satzung Anwendung finden.

1.2 Die Gesellschaft hat die Firma "Credit Suisse Diversified Investco (Luxembourg) S.A.".

2. Sitz.

2.1 Die Gesellschaft hat ihren Sitz in der Stadt Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

2.2 Der Sitz der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der außerordentlichen Hauptversammlung, der in der für Änderungen der Satzung vorgesehenen Weise gefasst wurde, an einen beliebig anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.3 Der Verwaltungsrat ist berechtigt, die Adresse der Gesellschaft innerhalb der Stadt, in der die Gesellschaft ihren Sitz hat, zu ändern.

2.4 Sollten politische, wirtschaftliche oder soziale Umstände eintreten oder vermutlich unmittelbar bevorstehen, die den normalen Geschäftsgang am Sitz der Gesellschaft oder die Kommunikation mit dem Ausland behindern würden, kann der Sitz der Gesellschaft solange vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis die Situation sich normalisiert hat; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet der vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Die Entscheidung über die Verlegung des Sitzes der Gesellschaft ins Ausland trifft der Verwaltungsrat.

2.5 Die Gesellschaft kann Büros und Niederlassungen im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland, insbesondere eine Niederlassung in der Schweiz unterhalten.

3. Gesellschaftszweck.

3.1 Der Zweck der Gesellschaft besteht darin, Beteiligungen jeglicher Art an anderen luxemburgischen oder an ausländischen Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu erwerben und zu halten, beispielsweise durch Zeichnung oder Erwerb von Wertpapieren und Rechten durch Beteiligung, Einlage, Übernahme einer Emission, Kauf oder Option, Begebung oder in sonstiger Weise, oder in Form von Schuldinstrumenten jeglicher Art, und die entsprechenden Portfolios zu verwalten, auszubauen und damit zu wirtschaften.

3.2 Zudem kann die Gesellschaft ihren Tochtergesellschaften oder anderen Gesellschaften, an denen sie unmittelbare oder mittelbare Rechte hält, oder die ihrerseits unmittelbare oder mittelbare Aktionäre der Gesellschaft sind, sowie Gesellschaften, die zum selben Konzern gehören (nachstehend "verbundene Gesellschaften") Unterstützung jeglicher Art gewähren, beispielsweise durch Darlehen, Garantien oder sonstiges, wobei die Gesellschaft nur Rechtsgeschäfte tätigen wird, die mit allen geltenden Gesetzen und rechtlichen Bestimmungen, insbesondere mit den Anforderungen an Geschäfte, die der Finanzaufsicht unterstehen, in Einklang stehen. Ergänzend zur Unterstützung in der vorstehend genannten Weise kann die Gesellschaft ihren verbundenen Gesellschaften auch Unterstützung auf den Gebieten der Verwaltung und des Marketing gewähren.

3.3 Sofern es sich um Rechtsgeschäfte handelt, die mit allen geltenden Gesetzen und rechtlichen Bestimmungen, insbesondere mit den Anforderungen an Geschäfte, die der Finanzaufsicht unterstehen, in Einklang stehen, kann die Gesellschaft insbesondere

3.3.1 jegliche Form von Geldern oder Krediten aufnehmen, oder durch Ausgabe von Wandelanleihen oder sonstigen Anleihen, Schuldverschreibungen, Schuldscheinen, Zertifikaten oder anderen Schuldtiteln oder durch Einsatz von Finanzderivaten oder in sonstiger Art und Weise Mittel aufbringen;

3.3.2 zu Konditionen, die nach Auffassung der Gesellschaft angemessen sind, mit oder ohne Sicherheiten Gelder an luxemburgische oder ausländische Unternehmen ausreichen oder verleihen oder dort einlegen, solchen Unternehmen Kredite gewähren oder Schuldtitel solcher Unternehmen zeichnen oder erwerben;

3.3.3 innerhalb der nach geltendem Recht vorgegebenen Grenzen als Sicherheit für die Erfüllung von Verträgen oder Verpflichtungen der Gesellschaft oder verbundener Gesellschaften Garantien abgeben, Pfandrechte bestellen oder Sicherheiten anderer Art gewähren, indem sie ein persönliches Versprechen abgibt, eine dingliche Sicherheit an einer Immobilie bestellt oder Unternehmen, Vermögen, (gegenwärtige oder künftige) Vermögenswerte ganz oder teilweise mittels einer oder mehrerer der vorstehend genannten Arten belastet; und

3.3.4 Verträge abschließen, insbesondere Gesellschaftsverträge, Übernahmeverträge, Marketingverträge, Managementverträge, Beratungsverträge, Verwaltungsverträge und andere Dienstleistungsverträge, Kaufverträge, Zins- und/oder Währungsswaps und andere Finanzderivatgeschäfte, die mit ihrem Gesellschaftszweck in Zusammenhang stehen.

3.4 Ergänzend dazu kann die Gesellschaft alle rechtmäßigen, wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Investitionen oder Geschäfte tätigen, und ganz allgemein sämtliche Transaktionen vornehmen, die zur Erreichung ihres Gesellschaftszwecks erforderlich oder sinnvoll sind, wie auch sämtliche Geschäfte, die unmittelbar oder mittelbar mit der Erreichung des Gesellschaftszwecks in den vorstehend genannten Bereichen in Zusammenhang stehen.

4. Dauer.

4.1 Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

Kapitel II. - Kapital, Genehmigtes Kapital, Aktienformen, Rücknahme von Aktien

5. Kapital.

5.1 Das Kapital der Gesellschaft kann aus Stammaktien und Vorzugsaktien mit einem Wert von je ZAR 1 (in Worten: ein Südafrikanischer Rand) bestehen.

5.2 Die Aktien lauten auf den Namen.

5.3 Das Kapital beträgt ZAR 1.000.100 (in Worten: eine Million einhundert Südafrikanische Rand) und ist aufgeteilt in 1.000.000 (in Worten: eine Million) Vorzugsaktien der Klasse B und 100 (in Worten: einhundert) Stammaktien, jeweils mit einem Wert von ZAR 1 (in Worten: ein Südafrikanischer Rand).

5.4 Die Aktien sind unteilbar.

5.5 Eine Aktie kann auf den Namen von mehr als einer Person eingetragen sein, mit der Maßgabe, dass alle Inhaber einer Aktie der Gesellschaft schriftlich mitteilen, welche Person als Vertreter anzusehen ist; die Gesellschaft wird diesen Vertreter so behandeln, als sei er der Alleinaktionär hinsichtlich dieser Aktie, einschließlich für die Zwecke der Abstimmung, Dividenden- und anderer Zahlungsrechte.

5.6 Zusätzlich zum Kapital kann die Gesellschaft ein oder mehrere Aufgeldrücklagenkonten, in welche auf jede Aktie gezahltes Aufgeld zugeordnet werden soll und deren Gesamtwert für Ausschüttungen an die Eigentümer der relevanten Aktien im Zusammenhang mit einer Kapitalherabsetzung, dem Rückkauf eigener Aktien, Ausschüttungen als Dividende, Liquidation oder jede andere Transaktion wie auch immer resultierend in der Rückzahlung des Aufgeldes oder der Rücklage, vorbehaltlich jeder Aktionärsvereinbarung dem Verwaltungsrat und den Aktionären zur Verfügung stehen soll.

6. Genehmigtes Kapital.

6.1 Die Gesellschaft hat ein genehmigtes Kapital von insgesamt ZAR 10.003.000.000,- (in Worten: zehn Milliarden und drei Millionen Südafrikanische Rand), welches durch Stammaktien oder Vorzugsaktien gemäß Festlegung des Verwaltungsrats im Einklang mit Artikel 6.2 verbrieft werden kann ("genehmigtes Kapital").

6.2 Im Rahmen des genehmigten Kapitals ist der Verwaltungsrat berechtigt und bevollmächtigt, eine ein- oder mehrmalige Erhöhung des Kapitals durch Ausgabe von Stammaktien oder Vorzugsaktien gemäß Festlegung des Verwaltungsrats vorzunehmen, wobei dies nur gegen Barzahlung oder Sachleistung, durch Einbringung von Forderungen, die Umwandlung von Rücklagen in Aktienkapital oder auf andere in einer Aktionärsvereinbarung bestimmte Weise erfolgen darf.

6.3 Die dem Verwaltungsrat in diesem Artikel 6 gewährte Befugnis zur Erhöhung des Kapitals der Gesellschaft im Rahmen des genehmigten Kapitals erlischt 5 (fünf) Jahre nach der Veröffentlichung der Satzung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (Amtsblatt C) und kann durch eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre gemäß den jeweils geltenden rechtlichen Bestimmungen verlängert werden.

6.4 Der Verwaltungsrat kann die Vorzugsrechte der Aktionäre zur Zeichnung der Aktien begrenzen oder aufheben und die Aktien an die Personen und zu den Preisen, mit oder ohne Aufgeld und eingezahlt als Sacheinlage oder in bar oder im Wege der Eintragung (incorporation) von Ansprüchen oder der Kapitalisierung von Rücklagen, ausgeben, die der Verwaltungsrat für angemessen hält.

6.5 Der Verwaltungsrat ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen, die notwendig sind, um Artikel 5 der aktuellen Satzung dahingehend zu ändern, dass sie die Änderung des Kapitals nach einer Erhöhung gemäß Artikel 6 widerspiegelt. Der Verwaltungsrat ist bevollmächtigt, die Maßnahmen zu ergreifen oder zu genehmigen, die für die Durchführung und Veröffentlichung der jeweiligen Änderung gemäß dem Gesetz von 1915 notwendig sind. Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat einem ordnungsgemäß bevollmächtigten Verwaltungsratsmitglied oder einem Amtsträger der Gesellschaft oder jeder anderen ordnungsgemäß bevollmächtigten Person die Aufgabe übertragen, Zeichnungen und Zahlungen im Hinblick auf Stammaktien oder Vorzugsaktien an- bzw. entgegenzunehmen oder alle Maßnahmen zu ergreifen, die notwendig sind, um Artikel 5 der aktuellen Satzung dahingehend zu ändern, dass sie die Änderung des Kapitals nach einer Erhöhung gemäß Artikel 6 widerspiegelt.

7. Register.

7.1 Die Gesellschaft führt an ihrem Sitz ein Register ("Gesellschaftsregister") der ausgegebenen Aktien der Gesellschaft, das folgende Angaben enthalten muss:

- 7.1.1 die genaue Bezeichnung jedes Aktionärs und die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien
- 7.1.2 die im Hinblick auf die Aktien vorgenommenen Einzahlungen;
- 7.1.3 Aktienübertragungen und Datum der Übertragung; und
- 7.1.4 hinsichtlich der Gründungsurkunde der Gesellschaft vorgenommene Änderungen.

7.2 Den Aktionären können Bescheinigungen ausgestellt werden, die die Eintragung von Inhabern von Aktien der Gesellschaft im Gesellschaftsregister nachweisen.

7.3 Die Gesellschaft kann zusätzlich zu dem Gesellschaftsregister für alle Aktien ein Register der Inhaber von Vorzugsaktien und ein Register der Inhaber von Stammaktien ("lokale Register") in jedem Land führen, in dem die Gesellschaft ein Büro unterhält (einschließlich Aktienübertragung oder Aktienregisterbüro) oder eine Niederlassung besitzt.

8. Rücknahme und Rückkauf von Aktien.

8.1 Rückkauf von Aktien

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 zurückkaufen.

8.2 Rücknahme von Vorzugsaktien

Die Gesellschaft kann Vorzugsaktien zu den im Aktionärsvertrag bestimmten Bedingungen zurücknehmen, soweit eine solche Rücknahme laut einer Aktionärsvereinbarung zulässig ist und gemäß Artikel 49-3 des Gesetzes von 1915 erfolgt.

9. Aktienübertragung.

9.1 Die Aktien sind übertragbar gemäß dem Gesetz von 1915.

Kapitel III - Geschäftsführung, Verwaltungsrat, Unabhängiger Abschlussprüfer

10. Geschäftsführung.

10.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch mindestens drei Verwaltungsratsmitglieder (gemeinsam, "Verwaltungsrat" und jeweils einzeln, "Verwaltungsratsmitglied") geführt, die durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre bestimmt werden, es sei denn, die Gesellschaft hat nur einen Aktionär. Wenn die Gesellschaft nur einen Aktionär besitzt, kann der Verwaltungsrat aus einem Verwaltungsratsmitglied bestehen. Die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder muss in Luxemburg ansässig sein.

10.2 Die Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre sein.

10.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied wird von der Hauptversammlung der Aktionäre für eine maximale Dauer von sechs Jahren bestellt.

10.4 Ein Verwaltungsratsmitglied kann wiedergewählt werden.

10.5 Die Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit durch Beschluss des/der Aktionäre mit oder ohne Angabe von Gründen abberufen werden.

10.6 Eine juristische Person kann Verwaltungsratsmitglied sein ("Juristische Person Als Verwaltungsratsmitglied") (Corporate Director). In einem solchen Fall muss die Juristische Person Als Verwaltungsratsmitglied -einen ständigen Vertreter benennen, der diese Aufgabe namens und im Auftrag der Juristischen Person Als Verwaltungsratsmitglied erfüllt. Die jeweilige Juristische Person Als Verwaltungsratsmitglied kann seinen Vertreter nur seines Amtes entheben, wenn sie gleichzeitig einen Nachfolger bestellt.

10.7 Wird ein Platz im Verwaltungsrat wegen Todes oder Ausscheidens eines Mitglieds des Verwaltungsrats oder aus anderen Gründen frei, können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder eine Sitzung abhalten und mit Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das den freien Sitz ausfüllt, bis die nächste Hauptversammlung stattfindet, die zur Bestätigung dieser Wahl aufgefordert wird.

10.8 Falls ein Verwaltungsratsmitglied vor der Beendigung der Amtszeit eines Verwaltungsratsmitglieds als dessen Ersatz bestellt wird, wird das bestellte Verwaltungsratsmitglied dieses Amt für die restliche Amtszeit des Verwaltungsratsmitglieds, welches er ablöst, übernehmen, vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes von 1915.

11. Sitzungen des Verwaltungsrats.

11.1 Sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, können die Sitzungen des Verwaltungsrats von einem beliebigen Verwaltungsratsmitglied einberufen werden.

11.2 Der Verwaltungsrat bestimmt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden. Falls der Vorsitzende nicht anwesend sein kann, wird er durch ein Verwaltungsratsmitglied ersetzt, das zu diesem Zwecke von den an der Sitzung teilnehmenden Verwaltungsratsmitgliedern ernannt wird.

11.3 Die Sitzung des Verwaltungsrats wird durch den Vorsitzenden oder durch ein beliebiges anderes Verwaltungsratsmitglied einberufen. Sitzungen müssen, mit Ausnahme von Notfällen, mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Einberufung angekündigt werden. Sofern alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind, können sie auf die mit der Einberufung verbundenen Anforderungen und Erfordernisse verzichten.

11.4 Der Verwaltungsrat kann nur wirksam zusammenkommen und Beschlüsse fassen, wenn eine Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder (einschließlich des Vorsitzenden) persönlich in Luxemburg anwesend ist. Ein Verwaltungsratsmitglied kann bei jeder Sitzung des Verwaltungsrats handeln, indem es schriftlich, per Telegramm oder Telefax einen anderen Verwaltungsratsmitglied als seinen Stimmrechtsbevollmächtigten bestellt. Ein Verwaltungsratsmitglied kann einen anderen Verwaltungsratsmitglied auch telefonisch zur Vertretung ermächtigen, was einer späteren schriftlichen Bestätigung bedarf.

11.5 Alle Beschlüsse des Verwaltungsrats bedürfen einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Bei Abstimmungen ist im Fall von Stimmgleichheit die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

11.6 Sämtliche Sitzungen des Verwaltungsrats sind in Luxemburg abzuhalten.

11.7 Video- und Telefonkonferenzen sind unter der Voraussetzung zulässig, eine Mehrheit der teilnehmenden Verwaltungsratsmitglieder persönlich in Luxemburg anwesend ist, dass sie alle anderen unter Einsatz oder Nicht-Einsatz der entsprechenden Technologie teilnehmenden Verwaltungsratsmitglieder hören und von diesen gehört werden können, womit jedes teilnehmende Verwaltungsratsmitglied als anwesend gilt und zur Abstimmung per Video oder Telefon ermächtigt ist..

11.8 Eine wirksame Beschlussfassung des Verwaltungsrats kann mit schriftlicher Zustimmung und persönlicher Unterschrift aller Verwaltungsratsmitglieder im Umlaufverfahren erfolgen, wobei die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder die im Umlaufverfahren gefassten Beschlüsse in Luxemburg unterschreiben muss. Die Zustimmung kann in einem oder mehreren gesonderten Dokumenten enthalten sein, die per Fax, E-Mail, Telegramm oder Telex übermittelt werden. Auf diesem Wege gefasste Beschlüsse sind ebenso gültig und wirksam wie bei ordnungsgemäß einberufenen Sitzungen des Verwaltungsrats gefasste Beschlüsse.

11.9 Das Protokoll einer Sitzung des Verwaltungsrats wird vom Vorsitzenden oder von zwei beliebigen Mitgliedern des Verwaltungsrats unterzeichnet. Auszüge werden vom Vorsitzenden oder von zwei beliebigen Mitgliedern des Verwaltungsrats beglaubigt.

11.10 Hat die Gesellschaft nur ein Verwaltungsratsmitglied, gelten Artikel 11.8 und 11.9 nicht und die Beschlüsse des alleinigen Verwaltungsratsmitglieds sind schriftlich niederzulegen und von dem alleinigen Verwaltungsratsmitglied zu unterzeichnen.

11.11 Ein Verwaltungsratsmitglied, das ein Interesse an einer Transaktion hat, die dem Verwaltungsrat zur Genehmigung vorgelegt wurde und die dem Interesse der Gesellschaft entgegensteht, teilt dem Verwaltungsrat dies mit und wird veranlassen, dass seine Erklärung im Protokoll der Sitzung festgehalten wird. An den diesbezüglichen Beratungen darf er nicht teilnehmen. Bei der nächsten Hauptversammlung der Aktionäre wird vor der Abstimmung über einen anderen Beschluss über Transaktionen gesondert Bericht erstattet, an denen eines der Verwaltungsratsmitglieder ein Interesse gehabt haben könnte, das dem Interesse der Gesellschaft entgegenstand.

11.12 Sofern die Gesellschaft nur einen einzigen Verwaltungsrat hat, müssen Transaktionen zwischen der Gesellschaft und dem alleinigen Verwaltungsratsmitglied, an denen das alleinige Verwaltungsratsmitglied ein Interesse hat, das dem Interesse der Gesellschaft entgegensteht, abweichend von dem vorstehenden Artikel 11.11 nur in der schriftlichen Aufzeichnung der Beschlüsse erwähnt werden.

11.13 Die Bestimmungen der vorstehenden Artikel gelten nicht, wenn die Beschlüsse des Verwaltungsrats der Gesellschaft oder des alleinigen Verwaltungsratsmitglieds laufende Geschäfte betreffen, die unter normalen Bedingungen getätigt werden.

12. Allgemeine Befugnisse des Verwaltungsrats.

12.1 Dem Verwaltungsrat stehen die weitest möglichen Befugnisse zur Vornahme von Verwaltungs- und Verfügungsmaßnahmen im Interesse der Gesellschaft zu. Sämtliche Befugnisse, die nach dem Gesetz von 1915 nicht ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats.

12.2 Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse für bestimmte Aufgaben auf einen oder mehrere ad hoc-Bevollmächtigte übertragen.

12.3 Der Verwaltungsrat bestimmt über die Verantwortungsbereiche und (ggf.) die Vergütung, die Dauer der Bevollmächtigung, sowie über sonstige relevante Aspekte des Bevollmächtigten.

13. Vertretung der Gesellschaft.

13.1 Die Gesellschaft wird unter allen Umständen gegenüber Dritten durch die Unterschrift des alleinigen Verwaltungsratsmitglieds oder in den Fällen, in denen die Gesellschaft drei oder mehr Verwaltungsratsmitglieder hat, durch die gemeinsamen Unterschriften zweier (2) Verwaltungsratsmitglieder oder durch die alleinige Unterschrift einer Person verpflichtet, die von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern mit einer solchen Zeichnungsbefugnis ausgestattet wurde, jedoch nur im Umfang der betreffenden Befugnis.

13.2 Eine Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten erfolgt ebenso, wenn ein operativer Geschäftsführer (manager) für die Führung des Tagesgeschäfts der Gesellschaft und die Vertretung der Gesellschaft im Rahmen des Tagesgeschäfts bestellt wurde, durch die alleinige Unterschrift des operativen Geschäftsführers, jedoch nur im Umfang der betreffenden Befugnis.

14. Unabhängige(r) Abschlussprüfer.

14.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren unabhängigen Abschlussprüfern überwacht (réviseur(s) d'entreprises agréé).

14.2 Die Hauptversammlung der Aktionäre bestellt den/die unabhängigen Abschlussprüfer und bestimmt deren Anzahl, Vergütung und Amtszeit. Die Amtszeit darf jedoch maximal sechs Jahre betragen. In den Fällen, in denen die externen Abschlussprüfer ohne Verweis auf die Länge ihrer Amtszeit bestellt werden, werden sie für sechs (6) Jahre ab dem Datum ihrer Bestellung gewählt.

14.3 Die externen Abschlussprüfer können wiedergewählt werden.

Kapitel IV. - Hauptversammlung

15. Befugnisse der Hauptversammlung - Abstimmungen.

15.1 Wenn es nur einen Aktionär gibt, kommen diesem Alleinaktionär sämtliche Befugnisse zu, die der Hauptversammlung zustehen; Beschlussfassungen erfolgen schriftlich.

15.2 Wenn es mehrere Aktionäre gibt, kann sich jeder Aktionär unabhängig von der Anzahl der in seinem Besitz befindlichen Anteile an gemeinsamen Beschlüssen beteiligen. Jeder Aktionär besitzt Stimmrechte entsprechend seiner Beteiligung. Alle Aktien sind mit den gleichen Stimmrechten verbunden.

15.3 Ein Aktionär kann sich bei einer Hauptversammlung durch einen schriftlich (oder per Fax oder E-Mail oder auf vergleichbarem Wege) bestellten Stellvertreter vertreten lassen, der kein Aktionär sein muss.

15.4 Der Verwaltungsrat besitzt die Befugnis und Verpflichtung, eine Hauptversammlung gemäß dem Gesetz von 1915 zu vertagen.

15.5 Die ordentliche Hauptversammlung der Gesellschaft wird am letzten Freitag des Monats Mai eines jeden Jahres abgehalten (soweit dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, am nächsten Geschäftstag) um 15.00 Uhr MEZ.

15.6 Der Verwaltungsrat und der unabhängige Abschlussprüfer können eine Hauptversammlung der Aktionäre einberufen. Sie sind verpflichtet, eine Hauptversammlung so einzuberufen, dass sie innerhalb eines Monats abgehalten wird, wenn Aktionäre, die mehr als ein Zehntel des Kapitals repräsentieren, dies schriftlich unter Angabe der Tagesordnung verlangen.

15.7 Einladungen zu Hauptversammlungen der Aktionäre müssen die Tagesordnung enthalten und müssen in Form von Ankündigungen zweimal im Abstand von mindestens acht Tagen sowie acht Tage vor der Sitzung sowohl im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations als auch in einer luxemburgischen Zeitung veröffentlicht werden. Acht Tage vor der Hauptversammlung der Aktionäre sind Einladungen auf dem Postwege an die eingetragenen Aktionäre zu schicken; eines Nachweises, dass diese Formalität erfüllt wurde, bedarf es nicht. Einladungen dürfen nur per Einschreiben erfolgen.

15.8 Wenn alle Aktionäre anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind, können sie auf die Einhaltung der mit der Einberufung einer Sitzung verbundenen Formalitäten verzichten und eine Sitzung kann ohne vorherige Einladung wirksam abgehalten werden.

15.9 Ein oder mehrere Aktionär(e), die gemeinsam mindestens zehn Prozent des gezeichneten Kapitals halten, können verlangen, dass ein oder mehrere weitere Punkte in die Tagesordnung einer Hauptversammlung aufgenommen werden. Ein solches Verlangen ist mindestens fünf Tage vor der entsprechenden Versammlung per Einschreiben an den Sitz der Gesellschaft zu schicken.

Kapitel V. - Geschäftsjahr, Gewinnausschüttung

16. Geschäftsjahr.

16.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Dezember und endet am letzten Tag des Monats November oder wie jeweils in der jeweiligen Aktionärsvereinbarung vereinbart ("Geschäftsjahr").

16.2 Am Ende eines jeden Geschäftsjahres erstellt der Verwaltungsrat den Jahresabschluss und ein Inventar mit dem Wert der Aktiva und Passiva der Gesellschaft.

16.3 Jeder Aktionär hat das Recht das obige Verzeichnis und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einzusehen.

17. Ausschüttung des Gewinns.

17.1 Mindestens fünf (5 %) Prozent des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft sind zwingend der gesetzlichen Rücklage zuzuweisen. Eine solche Zuweisung ist nicht mehr zwingend, sofern und solange die gesetzliche Rücklage mindestens zehn Prozent (10 %) des gezeichneten Kapitals der Gesellschaft ausmacht.

17.2 Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre entscheidet über die Zuteilung der jährlichen Gewinne oder Verluste im Verhältnis zu dem von jedem Aktionär am Kapital der Gesellschaft gehaltenen Bestand an Aktien oder gemäß den Bestimmungen einer Aktionärsvereinbarung.

17.3 Unbeschadet der vorstehenden Bestimmung kann der Verwaltungsrat beschließen, den Aktionären gemäß Artikel 72-2 des Gesetzes von 1915 und gegebenenfalls gemäß den in der Aktionärsvereinbarung genannten Bestimmungen zu zahlen.

Kapitel VI. - Auflösung, Liquidation

18. Auflösung, Liquidation.

18.1 Die Gesellschaft wird wegen Todes, Außerkraftsetzung von Grundrechten (civil rights), Insolvenz oder Bankrott des Alleinaktionärs oder von einem der Aktionäre nicht aufgelöst.

18.2 Die Gesellschaft kann aufgrund eines Beschlusses der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, für den dieselben Anforderungen an Beschlussfähigkeit und Mehrheitsverhältnisse gelten, wie für die Änderung der Satzung.

18.3 Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, erfolgt die Abwicklung durch einen oder mehrere von der Hauptversammlung bestellte Liquidatoren.

18.4 Die Nettoliquidationserlöse sind nach (i) Zahlung sämtlicher Schulden und Verbindlichkeiten der Gesellschaft und (ii) Vornahme der notwendigen Rückstellungen für die Zahlung von Steuern und verbleibende Liquidationsgebühren und -kosten an die Aktionäre im Verhältnis der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Aktien, oder wie gegebenenfalls in einer Aktionärsvereinbarung vereinbart, auszuschütten.

Kapitel VII. - Verschiedenes

19. Geltendes recht. Für sämtliche nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten gelten die Bestimmungen des Gesetzes von 1915.

20. Sprache. Diese Satzung ist in Englisch abgefasst und wird in die deutsche Sprache übersetzt. Bei Widersprüchen zwischen der englischen und der deutschen Fassung hat die englische Fassung Vorrang.

Erklärung

Der Notar, der die vorliegende Urkunde errichtet, erklärt, dass die Bedingungen des Artikels 26 des Gesetzes von 1915 erfüllt sind und bezeugt deren Erfüllung hiermit ausdrücklich.

Kostenschätzung

Die vorstehend genannte Partei hat die Kosten, Ausgaben Honorare und Gebühren jeglicher Form, die von der Gesellschaft in Zusammenhang mit ihrer Gründung zu tragen sind bzw. ihr in Rechnung gestellt werden, auf ca. ein tausend fünf hundert und achtzehn sieben Euro (EUR 1587) geschätzt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch spricht und versteht, erklärt hiermit, dass diese Urkunde auf Wunsch der obigen Erschienenen in englischer Sprache verfasst ist, und dem englischen Text eine deutsche Version folgt. Auf Wunsch derselben Erschienenen hat im Falle von Widersprüchen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Version Vorrang.

Daraufhin wurde die vorliegende notarielle Urkunde an dem eingangs genannten Tag in Luxemburg errichtet.

Nachdem die Urkunde dem Erschienenen, der dem Notar mit Familiennamen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannt ist, vorgelesen wurde, unterzeichnete der besagte Erschienene gemeinsam mit dem Notar diese Originalurkunde.

Signé: L. HARRIS, P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 mai 2013. Relation: LAC/2013/22246. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

Référence de publication: 2013068183/844.

(130084311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Skype Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 50.000,00.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 23-29, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 141.496.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh day of May.

Before Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch.

THERE APPEARED:

Me Laurent SCHUMMER, lawyer, residing in Luxembourg, acting in his capacity as a special attorney-in-fact of:

- the board of managers of Skype Global S.à r.l. (formerly known as Springboard Group S.à r.l., formerly known as SLP III Cayman DS IV Holdings S.à r.l.), a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 23-29, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 141.496 ("Skype Global" or the "Absorbing Company"), and

- the board of managers of Skype IP Holdco S.à r.l. (formerly known as Skype IP Holdco Limited), a société à responsabilité limitée, existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 23-29, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 165.581 ("Skype IP" or the "Absorbed Company", and together with the Absorbing Company, the "Merging Companies"),

by virtue of resolutions taken by the board of managers of the Absorbing Company and of the Absorbed Company on 12 April 2013.

Said appearing person, acting in such capacity, has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements and to certify in accordance with article 273 of the law of 10 August 1915 on the commercial companies, as amended (the "Law of 1915"):

1. that the joint merger plan between Skype Global S.à r.l. (formerly known as Springboard Group S.à r.l., formerly known as SLP III Cayman DS IV Holdings S.à r.l.), a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 23-29, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 141.496 (the "Absorbing Company") and Skype IP Holdco S.à r.l. (formerly known as Skype IP Holdco Limited), a société à responsabilité limitée, existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 23-29, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 165.581 (the "Absorbed Company", and together with the Absorbing Company, the "Merging Companies"), has been duly published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 999 dated 26 April 2013 (the "Mémorial C") (the "Merger Plan");

2. that the documents listed in article 267 paragraphe (1) a) b) and c), if applicable, of the Law of 1915 have been made available to the sole shareholder of the Absorbing Company at the registered office of the latter as of 26 April 2013;

3. The merger will take effect between the Merging Companies on the date of issue of this deed on 27 May 2013;

4. that the sole shareholder of the Absorbing Company has not requested, within one month after the publication of the Merger Plan in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations the convening of a general meeting;

5. that the Absorbed Company has ceased to exist on 27 May 2013;

6. that the merger will be effective vis-à-vis third parties at the date of the publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of this deed according to article 273 (1) of the Law of 1915;

7. that the Absorbed Company may therefore be struck off of the Trade and Companies' Register.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-septième jour du mois de mai.

Par-devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch.

A comparu:

Me Laurent SCHUMMER, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spécial:

- du conseil de gérance de Skype Global S.à r.l. (anciennement Springboard Group S.à r.l., anciennement SLP III Cayman DS IV Holding S.à r.l.), une société à responsabilité limitée, constituée et existante selon les lois du Grand-duché de Luxembourg, ayant son siège social au 23-29, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.496 («Skype Global» ou la «Société Absorbante»), et

- du conseil de gérance de Skype IP Holdco S.à r.l. (anciennement Skype IP Holdco Limited), une société à responsabilité limitée, constituée et existante selon les lois du Grand-duché de Luxembourg, ayant son siège social au 23-29, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 165.581 («Skype IP» ou la «Société Absorbée», et ensemble avec la Société Absorbante, les «Sociétés Fusionnantes»),

en vertu de résolutions prises par le conseil de gérance de la Société Absorbante et de la Société Absorbée le 12 avril 2013.

Lequel comparant, agissant en ladite qualité, a requis le notaire soussigné d'acter les déclarations et constatations suivantes et de certifier conformément à l'article 273 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»):

1) que le projet commun de fusion Skype Global S.à r.l. (anciennement Springboard Group S.à r.l., anciennement SLP III Cayman DS IV Holding S.à r.l.), une société à responsabilité limitée, constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 23-29, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.496 (la «Société Absorbante»), et Skype IP Holdco S.à r.l. (anciennement Skype IP Holdco Limited), une société à responsabilité limitée, constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 23-29, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 165.581 (la «Société Absorbée», et ensemble avec la Société Absorbante, les «Sociétés Fusionnantes»), signé en la forme notariée par devant le notaire soussigné en date du 19 avril 2013, a été régulièrement publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 999 du 26 avril 2013 (le «Projet de Fusion»);

1. que les documents repris à l'article 267 paragraphe (1) a), b) et c), si applicables, de la Loi de 1915 ont été mis à la disposition de l'associé unique de la Société Absorbante au siège social de cette dernière en date du 26 avril 2013;

2. que la fusion prendra effet entre les Sociétés Fusionnantes à la date d'émission de cet acte le 27 mai 2013;

3. que l'associé unique de la Société Absorbante n'a dans le délai d'un mois à partir de la publication du Projet de Fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, demandé la convocation d'une assemblée générale;

4. que la Société Absorbée a dès lors cessé d'exister ce 27 mai 2013;

5. que la fusion prendra effet vis-à-vis des tiers à la date de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du présent acte conformément à article 273 (1) de la Loi de 1915;

6. que la Société Absorbée peut dès lors être rayée du Registre de commerce et des sociétés.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire soussigné par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire des comparants a signé le présent acte ensemble avec le notaire.

Signé: L. SCHUMMER, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 29 mai 2013. Relation: DIE/2013/6748. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur p.d. (signé): RECKEN.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 31 mai 2013.

Référence de publication: 2013071510/100.

(130087654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2013.

Quicksilver Capital, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 177.589.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of April.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg), acting in replacement of Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg) who will keep the original of this deed.

THERE APPEARS:

Riverview, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 65 boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, in the process of being registered with Luxembourg Trade and Companies Register (the Sole Shareholder),

hereby represented by Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerk, professionally residing in Esch-sur-Alzette, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The power of attorney of the Sole Shareholder, after having been initialled ne varietur by the proxyholder and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed and be submitted with this deed to the registration authorities.

The Sole Shareholder requests the undersigned notary to record the following articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which it hereby declares to incorporate:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Quicksilver Capital" (the Company), which is governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

3.2. The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immo-

vable, and namely but not limited to, its portfolio of securities (including, for the avoidance of doubt, bonds) of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them.

3.3. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend monies, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities, to any entity of any nature by means of among others, loans, convertible loans or other forms of debt or financial instruments, secured or unsecured, of any nature.

3.4. In addition, the Company may acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad and it may carry out all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, investment vehicles of any type (including limited partnerships and similar structure), the principal object of which is the direct or indirect acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

3.5. The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, assistance of a financial nature, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

3.6. The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro) represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares each in registered form, each with a nominal value of EUR 1 (one euro), each subscribed and fully paid-up, and each with such rights and obligations as set out in the Articles.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners are required to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with articles 189 and 190 of the Law, and article 1690 of the Civil Code.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests. Ownership of shares will be established by an entry in the register.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits provided by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or several managers. In case several managers are appointed, the Company is managed by a board of managers comprising at least 1 (one) class A manager and 1 (one) class B manager. The managers are appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. The manager(s) need not be shareholders.

7.2. The managers may be dismissed by the general meeting at any time ad nutum (without any reason).

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the sole manager, or if there is more than one manager, by the board of managers of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast, including the approval of a class A manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting. Such a meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company and in any event in Luxembourg.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of the single manager or if there is more than one manager, by the joint signature of one class A manager and one class B manager.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and Voting rights.

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders in number owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers of the Company;

(ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distributions it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;

(iii) the decision to pay interim dividends is taken by the single shareholder or the general meeting of shareholders of the Company; and

(iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders, in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription and Payment

The Sole Shareholder represented as stated above, hereby declares to subscribe all the 12,500 shares of the Company having a nominal value of EUR 1 each, and to fully pay-up such shares by means of a contribution in cash in an amount of EUR 12,500 (the Cash Contribution). The Cash Contribution shall be allocated to the nominal share capital account of the Company.

Evidence of the payment of the Cash Contribution has been given by means of a blocking certificate confirming the availability of the amount of the Cash Contribution on the Company's bank account.

Transitory provision

The first financial year of the Company shall start on the date hereof and it shall end on 31 December 2013.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Sole Shareholder resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the Sole Shareholder, representing the entire share capital of the Company and represented as stated above, takes the following resolutions:

- (1) the Sole Shareholder sets the number of managers (gerants) at 2 (two) managers;
- (2) the Sole Shareholder appoints for an unlimited period of time:

- Jean-Christophe Dauphin, company director, born on 20 November 1976, in born in Nancy, France, whose professional address is at 65 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg, as class A manager of the Company; and

- Vincent Cointepas, company director, born on 16 July 1985, in Blois, France, whose professional address is at 65 boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, as class B manager of the Company;

(3) the Sole Shareholder establishes the registered office at 65 boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the Sole Shareholder, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the proxyholder of the Sole Shareholder in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Esch/Alzette, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the Sole Shareholder, the proxyholder of the Sole Shareholder signs together with the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le trentième jour du mois d'avril,

par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg) lequel restera dépositaire de la présente minute.

A COMPARU:

Riverview, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand duché de Luxembourg, ayant son siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg et en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (l'Associé Unique),

ici représentée par Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentant d'enregistrer les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination "Quicksilver Capital" (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique, ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts

2.2. Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Ces mesures provisoires n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet social de la Société est l'accomplissement de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.2. La Société peut utiliser ses fonds pour constituer, administrer, développer et vendre ses portefeuilles d'actifs tel qu'ils seront constitués au fil du temps, acquérir, investir dans et vendre toute sorte de propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, notamment, mais non limité à des portefeuilles de valeurs mobilières (incluant, pour éviter tout doute, des obligations) de toute origine, pour participer dans la création, l'acquisition, le développement

et le contrôle de toute entreprise, pour acquérir, par voie d'investissement, de souscription ou d'option des valeurs mobilières pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autrement et pour les développer.

3.3. La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes sous forme nominative et soumise à des restrictions de transfert. La Société peut prêter des fonds, y compris les revenus de tous emprunts et / ou émissions de titres de créance, à toute entité de toute nature par le biais entre autres, de prêts, de prêts convertibles ou d'autres formes de dette ou instruments financiers, garantis ou non garantis, de toute nature.

3.4. En plus, la Société peut acquérir et céder des propriétés immobilières, pour son propre compte, à la fois au Grand-duché de Luxembourg et à l'étranger et elle peut effectuer toutes les opérations en relation avec des propriétés immobilières, y inclus la détention directe ou indirecte de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, de véhicules d'investissement de tout type (y compris des limited partnerships et structures similaires), qui ont notamment comme objet principal l'acquisition directe ou indirecte, le développement, la promotion, la vente, la gestion et la location, de propriétés immobilières.

3.5. La Société peut consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations et les obligations de sociétés dans lesquelles elle a une participation ou un intérêt directs ou indirects et à toute société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société. Elle peut également assister ces sociétés, de manière non limitative, dans le cadre de la gestion et du développement de ces sociétés et de leur portefeuille, ainsi que financièrement, au moyen de prêts, avances et garanties. Elle peut nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

3.6. La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales chacune sous forme nominative, ayant chacune une valeur nominale de EUR 1 (un euro), chacune souscrite et entièrement libérée, et chacune avec les droits et obligations prévus dans les Statuts.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles et un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions des articles 189 et 190 de la Loi et de l'article 1690 du Code Civil.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé. La propriété des parts sociales sera établie par une inscription au registre des associés.

6.5. La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, la Société est gérée par un conseil de gérance composée d'au moins un (1) gérant de classe A et d'un (1) gérant de classe B. Les gérants sont nommé(s) par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Le(s) gérant(s) ne sont pas nécessairement associé(s).

7.2. Les gérants sont révocables par l'assemblée générale n'importe quand ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus de un gérant, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant unique, ou s'il y a plus d'un gérant, par le conseil de gérance de la Société.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans la convocation.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix, y compris l'approbation d'un gérant de classe A. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion. Une telle réunion sera considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société, et en tous cas, au Luxembourg.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toute circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés**Art. 12. Pouvoirs et Droits de vote.**

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés en nombre représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices**Art. 14. Exercice social.**

14.1. L'exercice social commence le premier Janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pourcent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende ou le reporter.

15.3. Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

- (i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le gérant ou le conseil de gérance de la Société;
- (ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés de la Société;
- (iv) il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Souscription et Libération

L'Associé Unique déclare souscrire toutes les 12.500 parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de EUR 1 chacune, et les libérer entièrement au moyen d'un apport en numéraire de EUR 12.500 (l'Apport en Numéraire). L'Apport en Numéraire sera affecté au compte capital social nominal de la Société.

Le paiement en vertu de l'Apport en Numéraire a été certifié au moyen d'un certificat de blocage qui confirme la disponibilité du montant de souscription payé en vertu de l'Apport en Numéraire sur le compte bancaire de la Société.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société commence à la date des présentes et finit le 31 décembre 2013.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Résolutions de l'Associé Unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé Unique représentant la totalité du capital de la Société et représenté comme indiqué ci-dessus adopte les résolutions suivantes:

- (a) L'Associé Unique fixe le nombre de gérants à 2 (deux) gérants;
- (b) L'Associé Unique nomme en tant que gérants de la Société pour une durée indéterminée:
 - Jean-Christophe Dauphin, administrateur de sociétés, né le 20 novembre 1976, à Nancy, France, ayant son adresse professionnelle au 65 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg, en tant que gérant de classe A de la Société; et
 - Vincent Cointepas, administrateur de sociétés, né le 16 juillet 1985, à Blois, France, ayant son adresse professionnelle au 65 boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, en tant que gérant de classe B de la Société;
- (c) L'Associé Unique établit le siège social de la société au 65 boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Le notaire instrumentant, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le mandataire de l'Associé Unique l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, à date en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de l'Associé Unique, ledit mandataire a signé avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: Conde, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 07 mai 2013. Relation: EAC/2013/5992. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013071478/434.

(130087778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2013.

Do Ing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9225 Diekirch, 10, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 168.040.

L'an deux mille treize, le seizième jour du mois de mai.

Par devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

- Monsieur Claude KINNEN, Ingénieur-conseil, né le 8 février 1979 à Ettelbruck, demeurant à L-9395 Tandel, 20B, op der Huuscht.

I.- Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'acter qu'il est le seul et unique associé de la société «DO ING S.à r.l.», une société à responsabilité limitée avec siège social à L-9395 Tandel, 20B, op der Huuscht, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168040, constituée suivant acte reçu par le Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, en date du 28 mars 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1229 du 16 mai 2012. Les statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés depuis sa constitution. (ci-après la "Société").

II.- Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes entièrement libérées et appartenant à l'associé unique prénommé.

III. L'associé unique représentant l'intégralité du capital social s'est réuni en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se considère comme dûment convoqué et a pris les résolutions suivantes, qu'il a demandé au notaire d'acter comme suit:

Ordre du jour

1. Transfert du siège social de L-9395 Tandel, 20B, op der Huuscht à L-9225 Diekirch, 10, rue de l'eau;
2. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société;
3. Divers.

Première résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle de L-9395 Tandel, 20B, op der Huuscht, à l'adresse suivante: L-9225 Diekirch, 10, rue de l'eau.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'associé unique décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le siège de la Société est établi dans la commune de Diekirch.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à neuf cents euros (EUR 900,-).

DONT ACTE, fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. KINNEN, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 17 mai 2013. Relation: DIE/2013/6264. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 28 mai 2013.

Référence de publication: 2013068234/51.

(130084740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Poes, Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-9696 Winseler, 67, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 144.844.

L'an deux mil treize, le trente avril

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «POES», avec siège social à L-5886 Alzingen, 494, route de Thionville, constituée suivant acte reçu par le notaire Anja HOLTZ, alors de résidence à Wiltz, en date du 30 janvier 2009, publié au Mémorial C, recueil spécial des sociétés et associations Numéro 571 du 16 mars 2009.

Dont les statuts ont été modifiés:

- suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, de résidence à Junglinster, en date du 11 mars 2011, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations le 8 juin 2011, numéro 1231

- suivant acte reçu par le notaire Anja Holtz, alors de résidence à Wiltz, en date du 31 août 2011, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations le 11 novembre 2011, numéro 2757

- suivant acte reçu par le notaire Anja Holtz, alors de résidence à Wiltz, en date du 15 février 2012, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations le 9 mai 2012, numéro 1166

Inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg B 144.844.

L'assemblée est ouverte à 15.00 heures et sous la présidence de Madame Dominique TORDEURS, née le 18 février 1964 demeurant à L-5886 Alzingen, 494, Route de Thionville

qui fait également office de scrutateur

et qui nomme comme secrétaire Monsieur Max WAGNER, demeurant professionnellement à L-9570 Wiltz, 9, rue des Tondeurs

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour

1. Le transfert du siège social de Alzingen dans la commune de Winseler et la modification subséquente de l'article 2 alinéa 1^{er} des statuts

2. Divers

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations éventuelles des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de Alzingen à L-9696 Winseler, 67 Duerfstrooss, Appartement N°50, et par conséquent l'article 2 alinéa 1^{er} des statuts comme suit:

« **Art. 2. (alinéa 1^{er}).** Le siège social est établi dans la commune de Winseler.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 15.30 heures.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 735.-€

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Tordeurs, Wagner, Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Wiltz, le 2 mai 2013. Relation: WIL/2013/301. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 31 mai 2013.

Référence de publication: 2013071471/62.

(130087351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2013.

Lusignan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 177.582.

—
STATUTS

L'an deux mil treize, le vingt-trois mai.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Bruno CHAMBELLAND, administrateur de sociétés, demeurant Impasse du Château à F-85210 St Juire Champgillon,

ici représenté par Monsieur Franck PROVOST, Directeur Général, demeurant professionnellement à L-2340 Luxembourg, 25, rue Philippe II, en vertu d'une procuration lui délivrée en date du 12 avril 2013.

La procuration signée «ne varietur» par le comparant et le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, aux termes de la capacité avec laquelle il agit, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'il déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de LUSIGNAN S.A.

La société est constituée pour une durée indéterminée.

Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts, et procéder à l'émission d'obligations.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle pourra également faire toutes les opérations mobilières et immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour le compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Elle peut acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets, droits de brevets, marques, marques déposées, licences et autres droits de la propriété intellectuelle.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet et de son but.

Art. 3. Le capital souscrit est fixé à trente et un mille euros (31.000.- EUR), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, libérées entièrement.

Le capital autorisé est fixé à trois cent millions d'euros (300.000.000.- EUR), représenté par trois millions (3.000.000) d'actions d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts, ainsi qu'il est précisé à l'article 6 ci-après.

En outre le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans à partir de la date de la publication des présents statuts, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

La société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.

Art. 4. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 5. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la société. Toutefois si la société venait à compter un associé unique, il exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 6. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la société, ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le deuxième mardi de juin à 14.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit. L'assemblée générale annuelle peut se tenir à l'étranger si, selon une décision définitive et absolue du conseil d'administration, des circonstances exceptionnelles l'exigent.

Dans la mesure où il n'est pas autrement disposé par les présents statuts, les délais et quorum imposé par la loi s'appliquent à la convocation et la tenue des assemblées d'actionnaires.

Dans les limites imposées par la loi et les présents statuts, chaque action donne droit à une voix. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée d'actionnaires en indiquant un mandataire par écrit, télécopie ou courrier.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des voix exprimées. Les voix exprimées des actionnaires, présents ou représentés, ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Le conseil d'administration peut déterminer toute autre condition à accomplir par les actionnaires pour prendre part aux assemblées.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 7. La société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois lorsque à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un seul administrateur jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs auront été élus.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement, dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Art. 8. Le conseil d'administration choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par fax un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

En cas de parité de voix, la voix du président sera prépondérante.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Toute décision peut être exprimée dans un document ou des copies séparées, établis ou transmis à cet effet et signés par un ou plusieurs administrateurs. Une télécopie transmise par un administrateur sera considérée comme un document signé par cet administrateur à ces fins. Une réunion des administrateurs pourra également être tenue si différents administrateurs sont présents à des endroits différents, pourvu qu'ils puissent communiquer entre eux, par exemple par une conférence téléphonique.

Art. 9. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la société et à la représentation de la société pour la conduite des affaires à un ou plusieurs membres du conseil ou à un comité (dont les membres n'ont pas besoin d'être administrateurs), agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. Dans ce cas, le conseil d'administration devra annuellement rendre compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués à l'administrateur délégué. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommé et révoqués tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Pour la première fois un administrateur délégué peut être nommé directement par l'assemblée générale extraordinaire qui fait suite à la constitution.

Art. 10. La société sera engagée par la signature collective de deux administrateurs ou la seule signature de toute personne à laquelle pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration, soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, excepté dans les cas suivants:

La signature du président du conseil d'administration sera obligatoirement requise pour tout ce qui dépasse l'administration et la gestion courante, à savoir:

- tout ordre de virement bancaire d'un montant supérieur à vingt mille euros (20.000.- EUR);
- tout emprunt ou tout moyen de financement (ligne de crédit, escompte, leasing...) d'un montant supérieur à vingt mille euros (20.000.- EUR);
- les cautions, avals et garanties pour un montant supérieur à vingt mille euros (20.000.- EUR);
- toute prise ou mise en location-gérance de tout fonds de commerce;
- toute cession ou acquisition de droit au bail et conclusion ou modification de tout contrat de bail (en qualité de preneur ou bailleur);
- tout changement significatif de méthode comptable et toute modification des statuts des Filiales.

Toutefois, la signature de l'ensemble des membres du conseil d'administration sera obligatoirement requise pour:

- tout ordre de virement bancaire d'un montant supérieur à deux cent cinquante mille euros (250.000.- EUR);
- tout emprunt ou tout moyen de financement (ligne de crédit, escompte, leasing...) d'un montant supérieur à deux cent cinquante mille euros (250.000.- EUR);
- les cautions, avals et garanties pour un montant supérieur à deux cent cinquante mille euros (250.000.- EUR);
- toute acquisition, cession ou apport partiel de tout droit de propriété industrielle ou intellectuelle ainsi que la conclusion ou la modification de toutes sûretés (telle que gage, nantissement...) portant sur tout droit de propriété industrielle ou intellectuelle;
- toute acquisition, cession ou apport partiel, sous quelque forme que ce soit, d'immeuble, de fonds de commerce ou de titre de participation, d'éléments d'actifs corporels ou financiers en ce compris la constitution de toute filiale et l'accroissement ou la diminution (notamment dans le cadre d'opérations d'augmentation ou de réduction de capital) de participations existantes.

Art. 11. Les opérations de la société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années.

Art. 12. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 13. Sur le bénéfice annuel net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour le fonds de réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social tel que prévu à l'article 3 des statuts ou tel qu'il aura été augmenté ou réduit tel que prévu à l'article 3 des présents statuts.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Disposition transitoire

- 1) Le premier exercice commence au jour de la constitution pour se terminer le 31 décembre 2013.
- 2) La première assemblée générale annuelle se réunit en 2014.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, le comparant, représenté comme il est dit, déclare souscrire la totalité des actions comme suit:

Actionnaire	Capital souscrit EUR	Capital libéré EUR	Nombre d'actions
Monsieur Bruno CHAMBELLAND, préqualifié:	31.000.-	31.000.-	310
TOTAL:	31.000.-	31.000.-	310

Preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000.- EUR) se trouve à l'entière disposition de la société.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de mille cinq cents euros (1.500.- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant le comparant pré-qualifié, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqué, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à quatre (4) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - a. Monsieur Franck PROVOST, Directeur Général, né le 11 novembre 1972 à Paris (France), demeurant professionnellement à L-2340 Luxembourg, 25, Rue Philippe II (Président du Conseil d'Administration);
 - b. Monsieur Bruno CHAMBELLAND, Administrateur de sociétés, né le 25 juillet 1948 à Paris 15e (France), demeurant à F-85210 St Juire Champgillon Impasse du Château;
 - c. Madame Marianne REPPLINGER, Comptable, née le 7 août 1973 à Nancy (France), demeurant professionnellement à L-2340 Luxembourg, 25, Rue Philippe II;
 - d. Madame Nathalie DUCHAUSSOY, employée privée, née le 24 juillet 1965 à Thionville (France), demeurant professionnellement à L-2340 Luxembourg, 25, Rue Philippe II.
3. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes: La société anonyme HOPARGEST S.A., ayant son siège social à L-2340 Luxembourg, 25 Rue Philippe II, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 100.925.
4. L'adresse de la société est fixée au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.
5. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de six années et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2018.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: F. Provost et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 mai 2013. Relation: LAC/2013/23667. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mai 2013.

Référence de publication: 2013071343/226.

(130087649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2013.

HX Company S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-7257 Helmsange, 1-3, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 160.432.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausenddreizehn,
am dreiundzwanzigsten Tag des Monats Mai.

Vor Uns Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg),

ist erschienen:

Herr Ewald Martin HAIMERL, geboren in Mainburg (Deutschland), am 06. Januar 1961, wohnhaft in Ebrantshauser Str, 6, D-84848 Mainburg,

hier vertreten durch:

Dr. Heribert WARKEN, Wirtschaftsprüfer/Steuerberater, geschäftsansässig in Portlandweg 1, D-53227 Bonn (Deutschland),

aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Mainburg (Deutschland), am 03. Mai 2013.

Besagte Vollmacht wird nach Unterzeichnung "ne varietur" durch den Bevollmächtigten und den amtierenden Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welcher Kompotent, hier vertreten wie vorerwähnt, den amtierenden Notar ersuchte, seine Erklärungen und Feststellungen zu beurkunden wie folgt:

I.- Daß die Aktiengesellschaft "HX Company S.A. - SPF" (die „Gesellschaft“) eine Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen (SPF) „société de gestion de patrimoine familial“ eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister beim Bezirksgericht von und zu Luxemburg, Sektion B unter Nummer 160 432, mit Sitz in 1-3 Millewee, L-7257 Helmsingen, gegründet wurde, gemäß notarieller Urkunde aufgenommen durch Notar Jean-Joseph WAGNER, vorgenannt, am 19. April 2011, und im Mémorial C Nummer 1418 vom 29. Juni 2011 veröffentlicht wurde;

II.- Daß das gezeichnete Kapital der Aktiengesellschaft sich auf einundreißigtausend Euro (31'000.- EUR) beläuft, eingeteilt in dreihundertzehn (310) voll eingezahlte Aktien mit einem Nennwert von je einhundert Euro (100.- EUR).

III.- Daß der Erschienene, Herr Ewald Martin HAIMERL, vorgenannt, zwischenzeitlich Inhaber sämtlicher dreihundert-zehn (310) Aktien der Gesellschaft, geworden ist.

IV.- Daß derselbe Erschienene, handelnd als alleiniger Aktionär, erklärt, dass die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft zum 31. Dezember 2012 komplett abgeschlossen wurde und dass daher derselbe Erschienene erklärt und beschließt die Gesellschaft mit derselben Wirkung zum 31. Dezember 2012 aufzulösen.

V.- Daß der Erschienene, in seiner Eigenschaft als Liquidator der Gesellschaft erklärt, alle Aktiva und Passiva der aufgelösten Gesellschaft übernommen zu haben, daß alle Verbindlichkeiten beglichen wurden und daß die Liquidation der Gesellschaft abgeschlossen ist, unbeschadet der Tatsache, daß sie ohnehin persönlich und für sämtliche Verbindlichkeiten der aufgelösten Gesellschaft haftet.

VI.- Daß allen Verwaltungsratsmitgliedern und dem Kommissar der aufgelösten Gesellschaft volle Entlastung für die Ausübung ihrer respektiven Mandate erteilt wurde.

VII.- Daß die Bücher und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft während fünf (5) Jahren am früheren Gesellschaftssitz aufbewahrt werden.

VIII.- Daß der Erschienene, Herr Ewald Martin HAIMERL, vorgenannt, in seiner Eigenschaft als alleiniger Gesellschafter, sich verpflichtet, die sämtlichen Kosten dieser notariellen Urkunde zu übernehmen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Beles, Großherzogtum Luxemburg, in der Amtsstube des unterzeichneten Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Person, dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: H. WARKEN, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 23. Mai 2013. Relation: EAC/2013/6634. Erhalten fünfundsechzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2013068353/52.

(130084426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Curlyns S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 93.004.

L'an deux mille treize, le vingt-huit mai.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée Générale») de la société anonyme de gestion de patrimoine familial «CURLYNS S.A.-SPF» (ci-après la «Société»), ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 93.004, constituée suivant acte notarié en date du 26 mars 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 514 du 13 mai 2003. Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 25 avril 2012, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1518 du 18 juin 2012.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Marie-Line SCHUL, juriste, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Amélie BURUS, juriste, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Damien MATTUCCI, juriste, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

A) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées au présent acte, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

B) Tel qu'il résulte de la liste de présence, la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

C) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1.- Mise en liquidation de la société avec effet immédiat.

2.- Nomination de la société «EUROTIME S.A.», ayant son siège social au 163, rue du Kiem L-8030 Strassen à la fonction de liquidateur.

3.- Détermination des pouvoirs du liquidateur.

4.- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.

5.- Divers.

L'Assemblée Générale aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de procéder à la dissolution de la Société et de prononcer sa mise en liquidation avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer comme seul liquidateur de la Société:

La société «EUROTIME S.A.», Société Anonyme, ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 56.177.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide d'investir le liquidateur des pouvoirs suivants:

- le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, telles que modifiées.

- le liquidateur peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans avoir à recourir à l'autorisation de l'Assemblée Générale des Associés dans les cas où elle est requise.

- Le liquidateur pourra payer des avances sur boni de liquidation, en numéraire ou en nature, après avoir payé les dettes de la Société ou avoir fait les provisions nécessaires pour le paiement des dettes.

- le liquidateur est dispensé de passer inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

- le liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de leurs pouvoirs qu'il détermine.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de donner décharge pleine et entière aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Strassen, au siège social de la Société, les jour, mois et an qu'en tête des présentes, et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants pré-mentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: M.L. SCHUL, A. BURUS, D. MATTUCCI, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 29 mai 2013. Relation EAC/2013/6808. Reçu douze Euros (12,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013071062/68.

(130087746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2013.

Wallis Holding, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.300.000,00.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 174.216.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 23 mai 2013

1. L'Assemblée Générale accepte la démission de Assets Invest Sprl, représentée par Monsieur Alex de Witte, de ses fonctions de gérant B avec effet au 02 avril 2013.

2. Le Conseil de gérance se compose désormais comme suit:

Gérants A

- Vincent Boutens Sprl, société à responsabilité de droit belge, inscrite auprès de la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0465.152.810, ayant son siège social au 16, avenue Brugmann, B-1060 Bruxelles, représentée par Monsieur P. Vincent Boutens

- Pylos Europe N.V., société anonyme de droit belge, inscrite auprès de la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0887.623.244, ayant son siège social au 16, avenue Brugmann, B-1060 Bruxelles, représentée par Monsieur Tom Deckers.

Gérants B

- Ramko Sprl, société à responsabilité de droit belge, inscrite auprès de la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0472.784.136, ayant son siège social au 199, avenue Louise, B-1050 Bruxelles, représentée par Monsieur Edward De Nève

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2013068045/24.

(130083392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Apache Luxembourg Holdings I, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.604.100,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 115.955.

Il résulte de la résolution écrite du 10 avril 2013 de la société Apache Finance Egypt II S.à r.l., société à responsabilité limitée, qu'Apache Finance Egypt II, US Branch, sa succursale, a transféré au 31 décembre 2012, toutes les parts sociales qu'il détenait dans la Société, soit 5.347 parts sociales de classe A, 5.347 parts sociales de classe B, 5.347 parts sociales de classe C, 5.347 parts sociales de classe D, 5.347 parts sociales de classe E, 5.347 parts sociales de classe F, 5.347 parts sociales de classe G, 5.347 parts sociales de classe H, 5.347 parts sociales de classe I et 5.347 parts sociales de classe J à Apache Finance Egypt II S.à r.l., une société à responsabilité limitée, dûment constituée et existant valablement selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.334.

Par conséquent, l'associé unique de la Société est Apache Finance Egypt II, société à responsabilité limitée.

Le 28 mai 2013.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2013068092/20.

(130084291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Business Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 148.069.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

CHOTIN Barbara.

Référence de publication: 2013068173/10.

(130083925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Elektra Finanzierung A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 41.610.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 23 mai 2013

1. M. Xavier SOULARD a démissionné de son mandat d'administrateur de catégorie B.

2. Mme Virginie GUILLAUME, administrateur de sociétés, née à Libramont (Belgique), le 17 octobre 1981, demeurant professionnellement au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, a été nommée comme administrateur de catégorie B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2016.

Luxembourg, le 28 mai 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour ELEKTRA FINANZIERUNG A.G.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013068254/16.

(130084062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.
